

7.86% 1 an
Placement garanti
minimum 10 000 \$
Sujet à modification sans préavis
659-4960
ScotiaMcLeod

LE SOLEIL

LOU-TEC
QUÉBEC 871-8363
LÉVIS 838-3342
ST-FÉOY 653-3333
ST-GEORGES 228-1718
BEAUPORT 663-7383
ST-ANSELME 885-4468

MERCREDI 27 JUILLET 1994

QUÉBEC, 98^e ANNÉE, NO 206
44 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLEAU

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 3.98 TVG 0.24

MONTREAL-OTTAWA 60¢ Plus T.P.S. TVG

50¢ Plus T.P.S. TVG

LE SPORT



Une huitième victoire de suite

Ce sont les Expos qui l'ont emporté pour la huitième fois de suite. Butch Henry n'a permis que trois coups sûrs dont un circuit de O'Brien. **S-2 et S-3**

UN JOUR D'ÉTÉ AVEC...



Myriam Bédard fait plus que survivre

Comment survivre avec seulement deux ou trois jours de congé en six mois ? Myriam Bédard le sait: elle éclate ! Son secret ? La passion. **C-1**

ÉLECTIONS 94

Johnson réclame le budget de l'an -1

Le chef du PLQ Daniel Johnson a sommé Jacques Parizeau de publier « le budget de l'an -1 », devant mener à la souveraineté. **A-5**

LA RÉGION

Le chantier du Centre des congrès va bien

Les travaux de construction du Centre des congrès de Québec avancent si bien que les constructeurs sont en train de devancer l'échéancier. **B-1**

On cherche une issue à la crise du turbot

Les pêcheurs et les agents de Pêches et Océans poursuivent leurs discussions afin de trouver une solution au dossier de la pêche du turbot. **A-3**

LE MONDE

Attentat à la bombe au cœur de Londres

Une voiture a explosé faisant 15 blessés, entre l'ambassade et le consulat d'Israël dans la capitale britannique, non loin du palais de Kensington. **B-4**

L'INDEX

Annonces classées	C-2 à C-6
Arts	B-3
Bridge	C-6
Décès	C-6 et C-7
Économie	B-5 à B-8
Éditorial	A-10
Horoscope	C-7
Le Monde	B-4
Michel David	A-5
Où aller à Québec	B-3
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	A-11
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Ensoleillé et quelques nuages.
Maximum 26.
S-16

Quatre centres perdraient leur statut d'hôpital universitaire

Vente du Zoo Le milieu «exige» un moratoire

QUÉBEC — La privatisation du zoo provincial, situé à Charlesbourg, transpire le mystère. Des groupes exigent que Québec ne signe rien avant un an et ce, au moment même où la Société zoologique de Québec s'apprête à déposer une offre en bonne et due forme au gouvernement Johnson.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Lundi soir, une vingtaine d'organismes se sont réunis discrètement à la caisse populaire Notre-Dame-des-Laurentides, à Charlesbourg, pour discuter du dossier. La suggestion, que l'endroit soit géré par une coopérative, a été avancée. Mais les discussions ont surtout porté sur le moratoire, déjà réclamée le 29 juin.

C'est « à titre personnel » que les membres du cégep Limoilou, de l'Union québécoise pour la conservation de la nature, de la Chambre de commerce et de la commission scolaire locale y ont notamment participé.

« Vous allez me prendre pour un idiot, mais je ne sais pas qui a convoqué la rencontre », explique Fernand Lucchesi, président du Groupe pour l'avancement du projet du parc et de l'Écozoo (GAPPE). Par contre, M. Lucchesi a été une des deux personnes désignées pour relancer l'idée d'un sursis d'un an avant que l'État ne se départisse des installations.

« La Société zoologique n'a qu'un désir : empêcher la fermeture, explique-t-il. Mais sa démarche ne fait pas l'unanimité. » M. Lucchesi a rencontré hier le maire de Charlesbourg Ralph Mercier pour que ce dernier demande dès aujourd'hui au gouvernement provincial le moratoire. S'il ne l'obtient pas, il estime que M. Mercier devrait inciter la Société zoologique à retirer son offre pour obtenir ce fameux délai.

Joint à son bureau, M. Mercier a refusé de dire s'il transmettra cette demande à la Société. « Je trouve intéressant cependant de constater le nombre de personnes réunies, lundi. Mme Louise Morency (la présidente de la Société) est certainement intéressée à retrouver le milieu derrière sa proposition. »

Une rumeur veut que l'offre qui sera déposée soit assortie d'une recommandation d'exemption de taxes. M. Mercier n'est pas « en faveur que la ville supporte ce coût », évalué par des sources à 700 000 \$ et 125 000 \$ pour la commission scolaire.

Mme Morency a refusé de parler des taxes. « Mais mon offre est prête à être signée par mon conseil d'administration et à passer au conseil des ministres. Personne ne nous fera changer d'idée. »

Selon elle, les instigateurs de la réunion de lundi sont les promoteurs de l'Écozoo.

Malaise

Plusieurs personnes sont embarrassées par les tractations en coulisses. Le président de la commission scolaire des Îlets, André Caron, réagira fortement si l'offre signifie une baisse de taxes de 125 000 \$.

Joint à son chalet, le président de l'UQCN, Harvey Mead, constate que « dans l'ignorance de ce que fait la Société, plusieurs veulent un moratoire ». « Ce qui est encore plus déplorable, c'est que le ministre (Pierre Paradis, Environnement et Faune) a décidé d'agir très vite, sans appel d'offres. »

Autre texte en A-7

«Festival de la famille de Dieu», à Ste-Anne



La neuvaïne et la fête annuelle de sainte Anne ont pris fin hier, à la basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré, par l'émouvante cérémonie de l'onction des malades, présidée par Mgr Jean-Louis Plouffe. L'évêque du diocèse de Sault-Sainte-Marie, en Ontario, voyait s'achever avec une certaine tristesse ce qu'il a qualifié de « festival de la famille de Dieu ». Selon le père Victor Simard, qui assiste aux cérémonies depuis 24 ans, la foule était plus nombreuse cette année sur le parvis de la basilique pour assister à la cérémonie de l'onction des malades.

Texte en page A-7

Des individus ont déjà contacté des adolescentes

La SQ enquête : « escortes » demandées autour du casino

LA MALBAIE — L'escouade des crimes organisés de la Sûreté du Québec enquête sur une agence d'escorte qui tente de s'implanter dans le secteur de La Malbaie.

par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

Les policiers de la sûreté municipale de La Malbaie ont transmis l'information à la SQ. Des individus auraient contacté des adolescentes pour leur demander de servir d'escorte pour des clients du casino et du Manoir Richelieu. Il n'aurait pas été question, alors, de prostitution. Les jeunes filles accompagneraient simplement les clients pour la soirée.

Une annonce parue dans le journal local, il y a quelques semaines, a mis la puce à l'oreille des policiers. On annonçait la formation d'un club d'escorte de classe. Les propriétaires recherchaient une clientèle d'hommes et de femmes d'affaires et de professionnels, « pour des soirées agréables ou tout autre ». L'annonce, non signée, ne comportait qu'un numéro de téléphone.

Les policiers de la sûreté municipale de La Malbaie sont avares de commentaires. « Nous sommes vigilants. »

Nous ne tolérons pas ce type d'activité sur notre territoire », se contente de dire le directeur Benoît Bouchard, en confirmant toutefois que ses hommes sont au courant des approches qui ont été

faites auprès des jeunes filles. « Ces enquêtes ne relèvent pas de nous. Nous avons donc signalé l'affaire à la SQ qui doit enquêter. »

Même avec l'achalandage touristique estival, Charlevoix demeure un milieu où tout se sait rapidement.

L'annonce en a fait sourire plusieurs qui établissent un lien avec l'ouverture du casino.

« Nous nous attendons à une hausse de crimes plus raffinés », convient le chef Bouchard qui avoue toutefois que depuis l'ouverture de la maison de jeux les statistiques sont similaires à l'an dernier. « La période est trop courte pour évaluer. Nous verrons la tendance réelle au cours des prochains mois. »

□ Ajout d'un institut de recherches en santé proposé à Québec

QUÉBEC — Des consultants proposent de réduire de six à deux le nombre d'hôpitaux universitaires, à Québec, et d'ajouter un centre hospitalier affilié ainsi qu'un institut de recherches. Ces quatre établissements seraient regroupés dans un consortium.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL

La firme de consultants CGO était chargée de formuler des recommandations sur la réorganisation des services hospitaliers de la région de Québec.

Une telle proposition, si elle est acceptée, provoquera un important chambardement dans la distribution des services médicaux spécialisés à Québec. Plusieurs médecins et résidents seraient appelés à changer de lieu de travail. De nombreux autres employés seraient aussi affectés.

L'hypothèse présentée, hier, au comité directeur formé des directeurs généraux des hôpitaux (CHUL, du Saint-Sacrement, Hôtel-Dieu, Saint-François-d'Assise, Laval et de l'Enfant-Jésus), des présidents des Conseils des médecins, dentistes et pharmaciens, de représentants de la Régie régionale, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Éducation et de la faculté de médecine de l'université Laval, n'identifie pas les centres hospitaliers qui ont été retenus.

« On y va prudemment. Le choix des hôpitaux se fera dans une autre étape après que l'on aura déterminé les critères de sélection », a précisé, hier, au SOLEIL, le président du comité directeur, Pierre De Celles, le directeur de l'École nationale d'administration publique

D'ici septembre

D'ici la fin de septembre, les hôpitaux concernés et la faculté de médecine de l'université Laval seront appelés à se prononcer sur le modèle proposé en vue de la prochaine réunion du comité directeur qui doit avoir lieu le 17 octobre.

« Le statu quo est rejeté. Six centres hospitaliers universitaires dans la région de Québec, c'est trop », a affirmé le porte-parole du comité directeur.

Le choix des hôpitaux ou sera donné l'enseignement universitaire n'a pas fait l'unanimité jusqu'à maintenant. Chacun des centres hospitaliers concernés souhaite conserver son statut universitaire alors que la Loi sur la réforme du système de santé au Québec prévoit une réduction de six à trois du nombre d'hôpitaux universitaires dans la région.

Un comité ministériel a proposé le CHUL, Saint-François-d'Assise et l'Enfant-Jésus pour l'enseignement universitaire. L'université Laval souhaite pour sa part envoyer ses résidents au CHUL, à Saint-François-d'Assise, à Saint-Sacrement et à l'Hôtel-Dieu.

Regroupement

D'autre part, la proposition de la firme de consultants pourrait amener des hôpitaux à se regrouper. « Nous avons travaillé en tenant compte des établissements comme ils sont actuellement. Cependant, il n'est pas dit que ça n'incitera pas à des mouvements », a commenté M. De Celles.

Cette possibilité de regroupements d'hôpitaux fait partie des hypothèses qui sont présentement à l'étude à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec dans le but de trouver de nouvelles façons d'appliquer les compressions budgétaires à venir.

FAITS DIVERS

Un homme disparu

Une excursion en canot tourne au drame en Beauce

SAINT-GEORGES — En Beauce, les plongeurs de la Sûreté du Québec ratissent le fond de la rivière Stafford, un affluent de la Chaudière pour retrouver le corps d'un homme du Lac Mégantic, qui se serait noyé lors d'une excursion en canot. Son neveu qui l'accompagnait a réussi à nager jusqu'à la rive.

par **LUCE DALLAIRE**
collaboration spéciale

« Il devait être un peu plus de 15h 30 quand un policier, du haut de la crique, m'a crié d'examiner les rapides », rapporte Alain Gosselin.

« De l'autre côté de la rive, il y avait le canot renversé sur le récif. Je n'ai rien vu et je me suis demandé ce que je pourrais faire si jamais j'apercevais quelqu'un. Le

courant était tellement fort. A quelques mètres plus bas, un casque est resté sur la berge », rapporte le riverain.

Prenant place à bord de leur embarcation de canot-camping, un jeune homme de 15 ans et son oncle ont chaviré dans la rivière Chaudière, en aval des Chutes de la Stafford, entre Saint-Martin et Saint-Georges, hier après-midi.

Portant sa ceinture de sécurité, le plus jeune des deux a pu sortir de l'eau. De la résidence de Côme

Morin, il a contacté son père à Lac Mégantic.

Les recherches ont été entreprises par les agents de la Sûreté du Québec en poste à Saint-Georges, CAMBI et son unité d'urgence. Vers 19 h 45, trois plongeurs de la SQ sont venus leur prêter assistance.

Selon les informations obtenues auprès de l'agent Alain Motard, l'homme recherché et dont l'identité ne peut être révélée, portait un chandail noir et un pantalon bleu.

Les deux individus qui avaient campé à Saint-Gédéon la veille connaissaient peu la rivière. Ils auraient sauté du canot pour éviter la descente dans les rapides de la Stafford.

Les recherches et enquête se poursuivent sous la supervision de l'agent Benoît Gosselin.

Autre drame

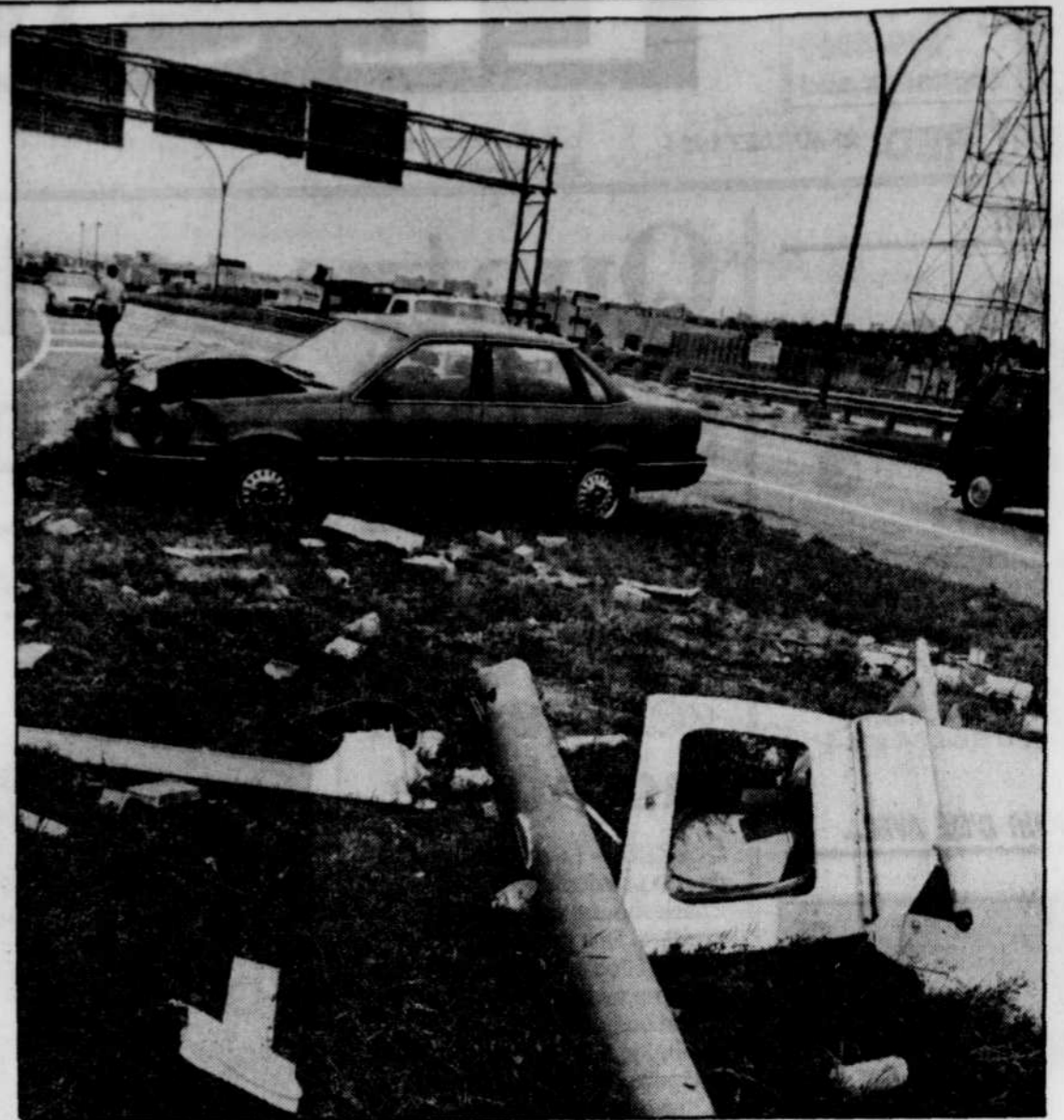
De leur côté, les agents de la Sûreté du Québec en poste à Saint-Prospère, recherchent un homme, porté disparu depuis lundi midi.

L'individu aurait été vu pour la dernière fois, à bord d'une chaloupe, sur le lac Abénaquis.

L'embarcation a été retrouvée, hier vers 15 h 30, vide.

Les plongeurs de la SQ ont amorcé leurs fouilles, sans résultat. « Nous présumons que l'individu pourrait être au fond du lac », confirme le superviseur de Québec Jacques Toulouse.

Les recherches se poursuivent.



Le Soleil, Raymond Lavoie

Fouillis et blessés

Une collision entre deux véhicules a fait trois blessés, vers 10 h hier, sur l'autoroute Charest Ouest, près de l'autoroute Du Vallon. L'une des automobiles a heurté un poteau situé sur le terre-plein. Sous l'impact, la remorque que tirait l'une de voitures s'est vidée de son contenu, recouvrant la chaussée d'outils et de divers matériaux. Les blessés, dont la vie n'était pas en danger, ont été conduits au Centre hospitalier Chauveau et au Centre hospitalier de l'université Laval, à Sainte-Foy.

Présumée disparition de 50 obus à Valcartier

TORONTO (d'après PC) — L'enquête menée par la police militaire de la base de Valcartier sur la présumée disparition de 50 obus de gros calibre de la base des Forces armées canadiennes permet jusqu'à maintenant de conclure qu'un seul de ces engins aurait été perdu ou volé en juin 1990.

Hier, le Toronto Sun affirmait que 50 obus de calibre 105 mm, pouvant peser jusqu'à 68 kilos chacun, avait été volé.

Le lieutenant Michel Mailloux, un porte-parole de la base de Valcartier, a nuancé hier cette affir-

mation en précisant qu'une erreur administrative, peut-être des fiches de réquisitions d'arme mal remplies ou mal compilées, serait à l'origine de cette méprise.

L'enquête policière n'est pas encore complétée mais elle s'oriente vers la disparition d'un seul obus. Les policiers ont passé en revue tout le stock d'armes manipulées entre 1990 et 1993. « Lorsqu'une unité a besoin de 50 obus, elle remplit une fiche d'approvisionnement. On croit qu'il y a eu une erreur de distribution à l'interne. Il est impossible de voir de telles armes sans utiliser de véhicules pour les transporter », explique l'officier. Les résultats complets de l'enquête ne seront pas connus avant plusieurs semaines.

CETTE OFFRE SE TERMINE LE 15 AOÛT

Une autre offre ultime

Escort LX Sport 94

10 995\$*



Incluant : volant sport, compte-tours, jantes en aluminium, aileron arrière.



36 GARANTIE
60 SANS FRANCHISE



Pour tout renseignement,
1 800 561-FORD

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS : Certificat rabais de 750 \$ valable pour tous les modèles neufs de voitures et de camionnettes Ford et Mercury. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Chez vos concessionnaires Ford et Lincoln Mercury

ENCORE PLUS POUR VOUS!



En Bref

■ Accident mortel

LOTBINIÈRE — Un garçon de 11 ans, Kim Gingras, a été mortellement heurté par un véhicule vers 16 h 45 hier, dans le rang Saint-Pierre à Notre-Dame-de-Lourdes, dans Lotbinière. Le jeune piéton tentait de rattraper un chat lorsqu'il a soudainement traversé la chaussée.

■ Deux victimes de la route

SAINTE-GERMAINE-STATION — Deux hommes ont perdu la vie, vers 3 h 30 la nuit dernière, en face du 218, route 277, à Sainte-Germaine-Station, près de Lac-Échemin. Le conducteur Serge Bouffard, 29 ans, et le passager Noël Breton, 41 ans, tous deux de Lac-Échemin, sont décédés quand, roulant dans une courbe en direction nord, M. Bouffard a perdu la maîtrise de son petit camion qui a percuté un poteau d'Hydro-Québec puis terminé sa course contre le balcon d'une maison inhabitée. La chaussée était humide au moment de l'accident. Mais des prélèvements sanguins seront effectués sur le conducteur afin de déterminer s'il était sous l'influence de l'alcool.

■ Festival de hold-up

QUÉBEC — Une série de vols à main armée ont tenu les policiers de Québec fort occupés la nuit dernière. Peu avant 6 h hier, un malfaiteur armé d'un couteau est reparti les mains vides quand l'employé du Couche-Tard de la rue Napoléon a refusé de lui remettre l'argent de la caisse. A 3 h 50 et 1 h 24, deux individus munis de tournevis ont vidé les tiroirs-caisses du Couche-Tard de la 1^{re} Avenue et du dépanneur Terminus de l'avenue d'Estimauville, à Beauport ; aux deux endroits, ils ont pris la fuite à bord d'une Honda et n'ont pas été repris. Simultanément, un voleur intimidait avec un couteau le commis du dépanneur Alain-Daigle, rue Alexandra, à Beauport, avant de s'enfuir avec son butin. Finalement, une heure 30 après avoir dévalisé le Provisoir du 71, rue des Cascades à Beauport, une jeune femme armée était interceptée par les policiers de Québec à son domicile, vers 23 h lundi. L'argent a également été retrouvé.

■ Malfaisant et turbulent

CHARLESBOURG — Un adolescent de 14 ans a été intercepté par les policiers de Charlesbourg, à 23 h 50 lundi, alors qu'il se tenait, hystérique, sur le toit d'une Porsche 911 neuve, garée sur le stationnement de Qué-Bourg Auto, au 7777, Henri-Bourassa, à Charlesbourg. Les policiers ont réussi à maîtriser le garçon, rendu agressif par la drogue qu'il avait consommée. Ils l'ont conduit au poste, où les effets de la drogue ne se sont pas atténués, loin de là. Le malfaisant a dû être conduit en ambulance à l'hôpital pour y retrouver ses esprits et son calme. Des accusations de méfait seront portées contre lui devant le tribunal de la jeunesse. La Porsche a subi des dommages de plusieurs milliers \$.

■ Erreur sur le nom

QUÉBEC — La maison qui a subi des dommages de 50 000 \$ par le feu, dimanche, boulevard Valcartier, à Québec, appartient à Diane Lavoie, et non pas à Mme Verret, comme nous l'écrivions dans notre édition de lundi. Le sinistre serait attribuable à une défectuosité électrique.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 26-07-94

5-2-2

6-1-3-0

BANCO

tirage du 26-07-94

2-5-7-12-15-22-27-33-36-37

43-44-46-52-54-55-57-59-65-68

NOS CAMELOTS PRÉPARENT LEUR AVENIR

Abonnez-vous! 647-3333 (Québec)
ou au 1-800-463-2362 (régions)

LE SOLEIL

*SELON LE P.D.S.P. DE L'ESCORT LX SPORT 3 PORTES 1994 AVEC LE GROUPE D'ÉQUIPEMENTS PRÉFÉRÉS (SELA, VENTE AU DÉTAIL DES MODÈLES N4 À PARTIR DES STOCKS DES CONCESSIONNAIRES SEULEMENT, TRANSPORT, IMMATRICULATION, ET TAXES APPLICABLES EN SUIVANT. OFFRE DISPONIBLE CHEZ LES CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS SEULEMENT. LE CONCESSIONNAIRE PEUT VENDRE À PRIX MOINDRE. VÉRIFIEZ LE CONCESSIONNAIRE POUR OBTENIR TOUS LES DÉTAILS ÉCONOMIQUES JUSQU'À 70% DE RÉMISE PAR AN, SOIT 9 999 \$ EN TANT QU'AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA ET FINANCÉ À 4,99% PAR AN. 1994 EN TANT QU'AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA ET FINANCÉ À 4,99% PAR AN. 1994 EN TANT QU'AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA. LE PROGRAMME S'APPLIQUE À LA LOCATION D'UN VÉHICULE NEUF FORD, MERCURY OU LINCOLN. CERTAINES CONDITIONS, AINSI QUE DES FRAIS ANNUELS S'APPLIQUENT À L'ÉMISSION DE LA CARTE. RENSEIGNEZ-VOUS SUR CE PROGRAMME CIBC ET FORD AU CANADA. TITULAIRE DE LICENCE DE CETTE MARQUE. CERTAINES EXCEPTIONS S'APPLIQUENT À LA GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC.

LA TROIS

Pêche au turbot

Les Renardois négocient avec Ottawa

BLACK TICKLE — Les pêcheurs québécois et les agents de Pêches et Océans poursuivent leurs discussions, aujourd'hui, afin de trouver un compromis dans l'épineux dossier de la pêche au flétan du Groenland (turbot), au large du Labrador.

par HENRI MICHAUD
collaboration spéciale

Les discussions achoppent sur deux points. « Nous sommes prêts à collaborer mais nous n'avons plus d'argent pour acheter le carburant qui nous permettrait de nous rendre sur le site de pêche et récupérer les filets, souhaite Réginald Cotton. Il faudrait donc que le fédéral paie la note. Une fois les filets et le poisson à bord, nous nous dirigerons vers Rivière-au-Renard pour faire transformer le turbot, déjà saisi, par Pêcheries Gaspésiennes. L'argent obtenu de la vente du poisson servirait à payer les dépenses des navires. La différence serait remise au Receveur Général du Canada. La réponse à ces demandes doit nous être transmise demain (aujourd'hui). »

Par ailleurs, les pêcheurs auraient obtenu, du fédéral, la certitude que leurs bateaux ne seront pas saisis, s'ils collaborent étroitement à la conservation de la ressource. « Nous sommes aussi prêts à répondre à des accusations d'avoir pêché sans autorisation, ajoute le capitaine renardois. Les permis, nous les avons mais le ministre refuse de les valider. »

« Notre objectif est de conserver la ressource. Nous devons donc nous assurer que les filets soient retirés de l'eau, d'une façon ou d'une autre », a déclaré le directeur exécutif de Pêches et Océans, Jean-Eudes Haché. « Ils ne doivent pas contribuer à détruire les stocks, déjà précaires. Nos agents tentent aussi de les localiser, à partir des informations que nous possédons. » Le haut fonctionnaire avait toutefois indiqué que les parties discutaient, sans plus. Le ministre, pour sa part, affirmait qu'il n'y avait aucune négociation possible.

IMPACT

Les filets, s'ils demeurent immergés, auront un impact catastrophique sur la ressource. Chaque filet, long de 92 mètres, et haut de 10, contient quelque 22 500 mailles. « Ce type de filet, en monofilament, a une durée de vie minimale de 3 ou 4 ans, précise Claude-Henri Plourde, des Agrès de pêche CHP de Rivière-au-Renard. S'il n'est pas détruit par les fonds marins, les courants

ou un requin, par exemple, il peut pêcher durant des années. »

« Les 1500 filets tendus au large de Black Tickle peuvent facilement capturer trois millions de livres de poisson annuellement, » croit Réginald Cotton. Une fois morts, les poissons sont dévorés par des parasites et tombent au fond de l'océan. Les mailles qu'ils occupaient deviennent alors libre pour pêcher. En deux ans, les filets pourraient donc détruire un stock équivalent au contingent autorisé, cette année, dans la zone visée par les pêcheurs renardois. **DÉMISSION EXIGÉE**

Pour sa part, la Chambre de Commerce de Rivière-au-Renard demandera « la démission du ministre, pour incompétence marquée, » s'il ne règle pas le dossier dans les plus brefs délais. Selon son vice président, Luc Parant, « les pêcheurs n'ont rien à se reprocher. Le ministre doit donc rembourser intégralement les investissements effectués par les renardois et verser une compensation financière pour la perte de revenus. » L'organisme souhaite que Brian Tobin revienne sur ses positions d'ici une semaine, au plus tard.

« Le ministre n'a toujours pas l'intention de céder aux pressions, quelles qu'elles soient, rétorque M Haché. Les pêcheurs ont investi avant d'obtenir les autorisations et il n'est pas question de verser de compensation autre que celle octroyée dans le cadre du programme de compensation suite au moratoire sur la pêche à la morue. »

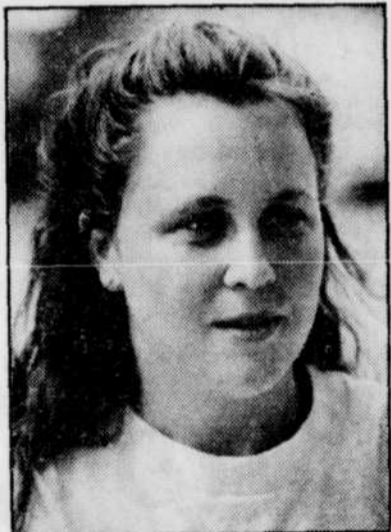
Les Québécois n'ont pas que des alliés. Le Regroupement des pêcheurs professionnels du nord de la Gaspésie appuie la décision du ministre Tobin. L'organisme, qui regroupe plusieurs pêcheurs de turbot gaspésien, invoque la conservation de la ressource pour expliquer sa position.

Partis, le 18, de Rivière-au-Renard, les pêcheurs affirment avoir jeté leurs filets à l'eau dans la nuit de samedi à dimanche, malgré l'interdiction d'Ottawa. Les pêcheurs et l'entreprise qui les parraine, Pêcheries Gaspésiennes, répondaient ainsi au ministre qui, le 20, annonçait une réduction dramatique des contingents, au large des côtes du Labrador. Les Québécois préparaient cette expédition depuis plusieurs mois.



Les sauveteurs du YWCA ont effectué hier des démonstrations de sauvetage au profit des enfants du camp de jour.

Le YWCA s'engage dans la campagne nationale de prévention des noyades



Sonia Gauvin

QUÉBEC — Avec les cinq noyades survenues le week-end dernier, le Service national des sauveteurs ne pouvait mieux tomber en organisant ces jours-ci sa première Semaine de prévention de la noyade. Le YWCA de Québec s'est engagé lui aussi dans cette campagne en organisant, hier, une démonstration de sauvetage au profit des tout-petits qui fréquentent son camp de jour.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

« Y'è tu mort pour de vrai? », a demandé une fillette devant l'« acteur » qui simulait un cas de fracture de la colonne vertébrale. Les quatre sauveteurs du YWCA, qui font tous de la compétition, ont effectué des démonstrations de leur savoir-fai-

re, lors de situations mettant en cause, par exemple, des victimes paniquées ou souffrant de fracture au bras. Ce qu'ils n'ont pas souvent l'occasion de faire, a indiqué la coordonnatrice Sonia Gauvin, car « des noyades dans des piscines surveillées, il n'en arrive pratiquement jamais ».

Elles se produisent le plus souvent dans des lacs, des ri-

vières et des piscines résidentielles. Ce qu'il faut faire pour éviter de telles tragédies? Porter un vêtement de flottaison individuel et surveiller les enfants. « À 10 ou 12 ans, tu es trop jeune pour guetter ton petit frère, précise Sonia Gauvin. Il s'agit parfois d'un oubli ou d'une distraction de 30 secondes pour que la noyade survienne. » Tous les parents devraient en outre suivre un cours d'une journée sur la réanimation cardio-respiratoire (RCR).

De 1986 à 1993, 70 enfants de cinq ans et moins se sont noyés dans des piscines résidentielles au Québec.

Les fréquentes pluies de juillet poussent les vacanciers vers nos voisins du Sud

QUÉBEC — Malgré les 16 jours pendant lesquels il a plu en juillet à Québec, les terrains de camping affichent complet, pris d'assaut par les Américains et les Québécois effrayés par le taux de change de notre dollar. Mais si le temps maussade persiste, parions que les plages de la Maine verront affluer, en août, un nombre grandissant de touristes provenant de la Belle Province.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

L'agence de voyages du Club automobile a en effet remarqué, depuis plusieurs jours, que les va-

canciers québécois demandaient de plus en plus de documentation sur les États-Unis. « Les gens prévoient passer leurs vacances au Québec ou dans les Maritimes, mais ils sont de plus en plus nom-

breux à changer d'idée à mesure que les jours de pluie s'accumulent en juillet », explique Louis Arsenault, de la direction des communications du CAA, à Montréal.

« Il est trop tôt pour parler de tendance, poursuit-il, mais les gens disent tous qu'ils sont déçus de leurs vacances ici. » À ce jour, selon M. Arsenault, les hôteliers de la côte est américaine auraient enregistré des baisses de près de 40 % de leur affluence par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la faiblesse de notre dollar. Mais les averses, les déluges, les tornades et la grêle auront peut-être raison de la patience des estivants, qui préféreront alors dépenser un peu plus pour se faire rafraîchir par l'eau salée de l'Atlantique.

Jusqu'à maintenant toutefois, les propriétaires de terrains de camping de la région jubilent. « C'est merveilleux, s'est exclamée une employée du camping KOA, de Bernières. Ça va très bien, c'est plein à tous les soirs, on doit même envoyer des gens ailleurs. On a beaucoup de touristes américains, et des Québécois aussi. »

Ah! le mois de juillet! On en rêve toute l'année. Quelle déception alors quand il pleut —

pendant quelques minutes ou plusieurs heures — 16 jours sur 26, alors que la normale est de 14 jours pendant tout le mois. Quelle frustration quand les météorologues nous disent que la flotte totale jusqu'à maintenant en juillet 154,5 mm, alors que la normale est de 118,5 mm. Il faut donc se consoler en se rappelant qu'un record de 256,4 mm de pluie avait été atteint en 1992, et qu'il avait plu 20 jours en 1985.

Par ailleurs, une fois de plus hier, les orages ont privé 10 000 abonnés de courant, dans les secteurs de Sainte-Foy, Vanier, Beauport et Boischatel ainsi qu'à Lévis et Thetford-Mines. Hier soir, il restait 625 pannes isolées sur la Rive-Sud. En tout, 220 transformateurs ont été abîmés par la foudre. Imaginez!, il a même neigé et grêlé hier midi dans Belchasse, à Saint-Damien et Buckland. Les dégâts son mineurs. Depuis le début des intempéries, Hydro-Québec a déjà dépensé 11 millions \$ en équipement et en main-d'œuvre dans la région, soit l'équivalent des coûts des orages de l'an dernier. Depuis le début du mois, la société a remplacé 3500 transformateurs chez nous, soit 300 de plus que pour toute l'année 1993.

Le Canada saisit deux navires américains

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Des agents armés du ministère des Pêches et Océans ont saisi mardi deux bateaux de pêche américains dans ce qui constitue un geste sans précédent pour faire respecter la juridiction canadienne sur le pétoncle dans le plateau continental au large de Terre-Neuve.

Le Warrior et l'Alpha Omega II, deux bateaux venus de Fairhaven, dans le Massachusetts, ont été arraisonnés par les agents du ministère et du personnel de la Défense nationale en dehors de la limite de 200 milles du Canada, sur le « nez » des Grands Bancs.

Les bateaux, qui ont chacun un équipage de neuf personnes, étaient censés arriver aujourd'hui à Saint-Jean, escortés par le Cape Roger, un patrouilleur du ministère des Pêches, et par le Fraser, un destroyer de la Marine canadienne.

Entre-temps, à Washington, le département d'État a dit souhaiter que les deux chalutiers saisis par le Canada dans les eaux internationales soient retournés « sans amende ou pénalité ».

Tim Wirth, conseiller du département pour les questions internationales, a fait cette requête auprès du vice-premier ministre Sheila Copps, a indiqué un responsable du département.

Les États-Unis considèrent la saisie comme une « violation sérieuse et manifeste de la loi internationale », a souligné le département par voie de communiqué.

L'ambassadeur canadien Raymond Chrétien doit rencontrer aujourd'hui d'autres responsables

— la région en question est sous juridiction canadienne.

En cas de culpabilité, les prises et les bateaux pourraient être confisqués, et leurs propriétaires seraient passibles d'amendes d'au moins 500 000 \$, a ajouté M. Tobin.

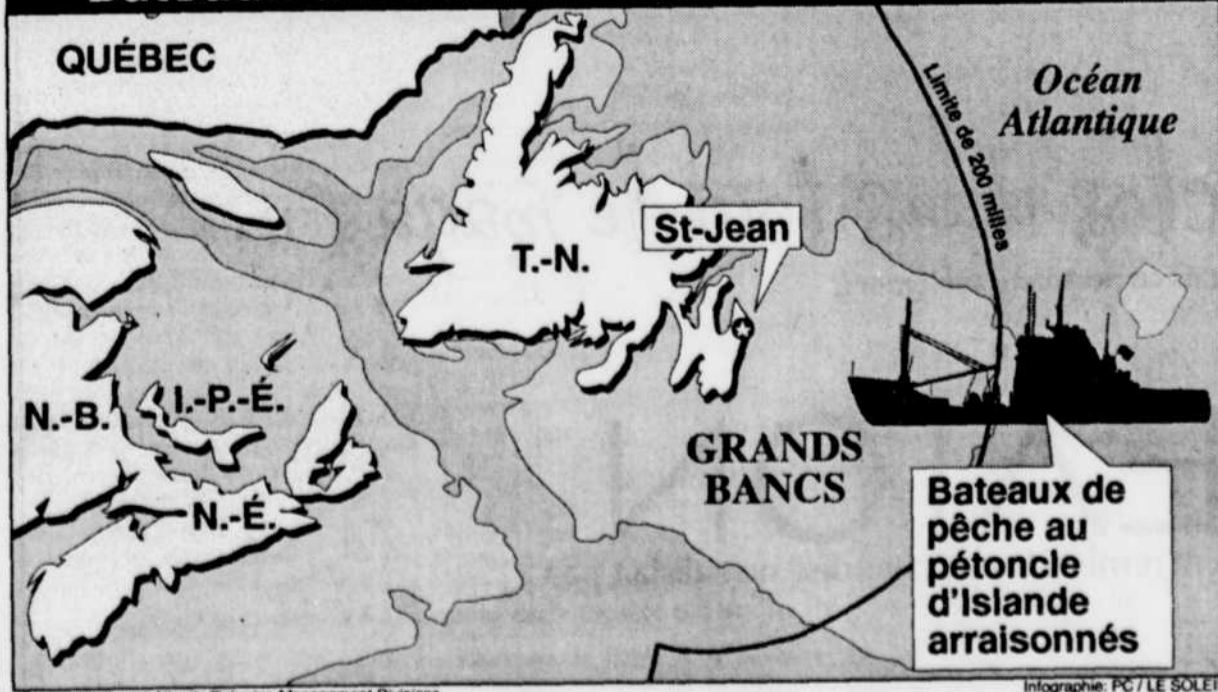
Ce n'est pas la première fois que le Canada prend des mesures contre un bateau de pêche battant pavillon étranger dans les eaux internationales — un bateau accusé de pêcher la morue a été arraisonné plus tôt cette année.

Mais M. Tobin a indiqué qu'il croyait que la saisie de mardi était

la première en son genre parce qu'elle a été effectuée en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer qui prévoit que les espèces sédentaires sont du ressort de l'État côtier, en l'occurrence le Canada, à l'intérieur ou à l'extérieur de la limite des 200 milles, où qu'elles se trouvent sur le plateau continental.

« Je ne le vois pas comme un incident diplomatique, ou même un incident international, a poursuivi M. Tobin. Je le considère comme une action normale visant à faire respecter la loi, tel que reconnu et prévu par les instances internationales. »

Bateaux américains saisis en haute mer



Source: Northwest Atlantic Fisheries Management Division

Infographie: PC/LE SOLEIL

La guerre du thon se poursuit en Europe

BAYONNE (Reuter, AP, AFP) — Les pêcheurs espagnols ont relancé, hier, avec leurs homologues français la « guerre du thon » qui dure depuis dix jours. Ils ont entamé un blocus de ports atlantiques du nord de l'Espagne ainsi que de celui d'Hendaye, au pays basque français, pour protester contre le « laxisme » de l'Europe des Douze dans le respect de la réglementation sur les filets utilisés dans la pêche au thon.

Des dizaines de bateaux ont pris place, hier matin, aux entrées des principaux ports espagnols du littoral atlantique, dont Santander, Bilbao, Gijon et Pasajes.

Une centaine de bateaux immatriculés dans la région basque de Guipuzcoa bloquent pour leur part le port d'Hendaye et le port espagnol voisin de Fontarabie.

Ils ont posé un filin d'acier dans l'estuaire de la Bidassoa, le fleuve frontalier, pour éviter toute entrée ou sortie de bateau.

Ce blocus a été décidé, lundi, lors d'une assemblée générale des pêcheurs espagnols, qui entendent dénoncer le manque de fermeté de leur gouvernement dans les différends de pêche entre l'Espagne et la France.



Premier poisson

Jacques Parizeau, chef du Parti québécois, décroche une petite truite attrapée par un partisan, à Saint-Prime, alors qu'il faisait campagne au Lac-Saint-Jean, hier.

Privatisations : Parizeau invite les éventuels acheteurs à la prudence

JONQUIÈRE — Déterminé à revoir les modalités de la vente des installations du Mont-Saint-Anne, le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, a demandé à ses conseillers juridiques de lui indiquer les moyens possibles de bloquer cette transaction.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

« Dans le cas du Mont-Sainte-Anne, on se rend compte que ce ne sont pas seulement les modalités qu'il va falloir réexaminer, c'est le principe même de la vente », indiquait-il hier après avoir pris connaissance des informations voulant que le gouvernement se soit engagé à céder gratuitement les terrains requis pour le développement éventuel des installations récréatives.

L'entente entre le groupe Club Resort et la famille Desourdy n'est pas encore signée mais on s'attend, chez les péquistes, à ce que le gouvernement presse le pas pour fermer cette transaction à la mi-août. On reconnaît d'ailleurs dans l'entourage du chef péquiste qu'il serait bien difficile de blo-

quer cette transaction une fois que l'entente aura été paraphée.

M. Parizeau avait rabroué son député, Jean Filion, qui suggérait, il y a quelques semaines, qu'un

gouvernement péquiste revoie cette transaction. En campagne hier, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le chef péquiste reconnaissait qu'au « fur et à mesure, où on apprend des choses sur cette transaction, il m'apparaît de plus en plus évident qu'elle ne doit pas avoir lieu. »

Après avoir rappelé qu'il a de-

mandé en vain au gouvernement un moratoire sur ces privatisations, le chef péquiste avise tous ceux qui seraient tentés d'acheter des propriétés publiques pendant la campagne électorale : « Repensez-y parce qu'on est en train de réexaminer la possibilité de réouvrir ou de réexaminer ces projets de transaction une fois la campagne terminée. »

Johnson riposte en l'accusant d'être mauvais administrateur

ROUVILLE — « Le rôle du gouvernement ce n'est pas d'opérer des gondoles ou des glissades d'eau mais de se concentrer sur les services dans les infrastructures, les hôpitaux et les écoles » a affirmé hier le chef libéral Daniel Johnson qui s'est porté à la défense de la privatisation du Mont-Sainte-Anne.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Selon M. Johnson, le chef du PQ était bien au courant du dossier et

il a tort maintenant de dénoncer cette vente. « De toutes façons M. Parizeau n'est pas capable de bien administrer, il a mis 500\$ millions dans l'amiante » a-t-il soutenu au cours d'un point de presse.

Le premier ministre a déclaré qu'on avait fait le tour du monde entier pour trouver des acheteurs et que seulement trois ont soumis un dossier. S'il y a une « passe », dit-il, elle s'est faite quand le gouvernement péquiste en 1985 a remis le Mont-Sainte-Anne à la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) pour 23 millions \$ alors que « ça valait 10 millions \$ pour le vrai ».

« C'est une excellente transaction car Sainte-Anne vaut 10 millions \$. Le gouvernement n'a pas à opérer des centres de ski ou des terrains de camping. Qu'est-ce qu'on fait là-dedans ? »

Puis se tournant vers les campeurs et les glissades d'eau il a ajouté « Je ne vois pas pourquoi ce serait un fonctionnaire qui vous remettrait un flotteur ».

M. Johnson participait hier soir à une assemblée partisane à St-Hyacinthe et fera campagne aujourd'hui dans la région de Québec.

Les artistes de Québec interrogent les candidats

QUÉBEC — Les artistes de la région de Québec, par l'entremise de deux organismes qui les représentent, la Conférence permanente Québec ville d'art et le Conseil régional de la culture, viennent d'adresser un questionnaire aux responsables des trois principales formations politiques, Rosaire Bertrand président du PQ de la région, Daniel Bradet du caucus régional du PLQ et Moncef Guitouni, président d'Action démocratique du Québec.

par MARTINE R.-CORRIVAULT
LE SOLEIL

Le questionnaire touche une dizaine de points précis qui vont de la production médiatique dans la région de Québec (Radio-Québec, ONF, Radio-Canada) aux politiques fiscales et de taxation sur les biens et services culturels, en passant par la gestion et la propriété des biens patrimoniaux, l'accès au financement des entreprises culturelles, le guichet unique pour les artistes et organismes, les équipements (maison de la musique, salle et diffusion théâtre jeune public), l'équilibre des programmes d'aide Québec-Montréal, l'idée d'un Conseil des arts pour la communauté urbaine de Québec, les centres de décision du gouvernement que l'on voudrait ramener dans la capitale, le concept Québec-Capitale, justement, et la place que l'on accorderait à la culture dans cette optique.

La Conférence permanente Québec ville d'art réunit artistes et intervenants de différents secteurs : arts visuels, danse, théâtre, musique, production cinéma ou vidéo, l'Union des artistes, et des représentants de divers organismes comme la Fédération des caisses Desjardins, l'université Laval, la Chambre de commerce, et le monde municipal.

Un comité spécial de travail a été formé pour cette initiative politique pilotée par la Conférence que préside Marie Leclerc. S'y retrouvent avec Mme Leclerc, pour recevoir les réponses des politiciens et voir ce qu'on en fera, Marie-Catherine Lapointe, des Violons du Roy, Denis Lebrun, du Salon du livre de Québec, et Agnès Maltais du Conseil régional de la culture de Québec.

Il s'agit entre autres choses de connaître les intentions de chaque parti en ce concerne « les enjeux culturels et artistiques pour la région de Québec ».

Vive l'été!
Surprise!

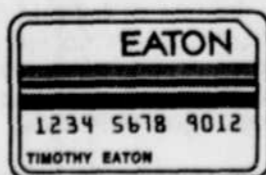
Voici la Journée surprise Eaton

10% à 50% de rabais

Soyez prêts
C'est le jeudi 28 juillet

Sélection d'articles dans tout le magasin.

Achats en personne seulement.



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

ÉLECTIONS 94



Parizeau sommé de publier son budget de l'an moins un

ST-JEAN-BAPTISTE-DE-ROUVILLE — Le chef du Parti libéral du Québec Daniel Johnson a transporté sa tournée, hier, sur un terrain de camping où il a sommé Jacques Parizeau de dévoiler « le budget de l'an moins 1 ».

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Il a repris ses attaques contre l'option souverainiste devant un groupe de campeurs qui ont eu l'occasion de lui poser des questions. Assis sur un tabouret, en manches de chemise, avec, en arrière-plan, une glissade d'eau, il a lancé :

« Je demande publiquement à Jacques Parizeau combien va coûter l'enclenchement de la souveraineté. C'est quoi le budget de l'an moins 1 du PQ? Rappelez-vous du budget de l'an 1 du PQ en 1973. Qu'est-ce qu'il va faire dans la première année au pouvoir alors qu'il entame la souveraineté ».

« Je lui demande combien va coûter le référendum additionnel? combien vont coûter les groupes de négociations avec les autochtones? Combien pour l'embauche de tous les consultants pour examiner la fusion des ministères? « Combien coûte l'enclenchement et combien ça va rapporter? »

Les questions des vacanciers ont porté beaucoup sur des sujets locaux : l'eau pour l'abattoir de poulets, les vergers ravagés par le froid. Et M. Johnson a eu à justifier des décisions du gouvernement : la loi 142 sur la dérégulation de la construction, les coupures dans le secteur public, le chômage, à partir de cas vécus.

Le PQ répond par communiqué

SAINT-FÉLICIEN — C'est par voie de communiqué que le Parti québécois s'est chargé de répondre aux questions soulevées hier par le premier ministre Johnson. Pour le PQ, les travaux préparatoires à la souveraineté seront inférieurs « aux 281 millions \$ que le gouvernement fédéral a investis » dans les multiples commissions, conférences constitutionnelles et autres mécanismes qui ont mené au rejet de l'accord de Charlottetown. Il rappelle que le Québec a déjà défrayé le quart de ces coûts et qu'il n'a en outre jamais été remboursé pour les coûts (26 millions \$) du référendum pancanadien, en compensation de ceux assumés par le Québec pour son propre référendum. Le chef du PQ prétend n'avoir jamais soutenu que son gouvernement serait composé de deux conseils des ministres et estime par ailleurs que la Commission Bélanger-Campeau a déjà « largement engagé » les travaux de préparation à la souveraineté. Les péquistes rappellent également que le gouvernement libéral a toujours refusé de publier les résultats des études menées, en 1990, dans chaque ministère, sur les coûts de la fusion des services fédéraux et québécois.

Johnson accuse Parizeau d'inventer des problèmes et de désinformer

SAINT-HUBERT — Le premier coup de Jacques Parizeau a porté si on se fie à la réaction du premier ministre sortant Daniel Johnson qui a modifié son plan de campagne pour reprocher à son adversaire de faire de la désinformation sur le dossier de la formation professionnelle.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

« C'est un pétard mouillé qui n'est pas appuyé sur les faits, M. Parizeau fait campagne sur de fausses accusations. Il invente des problèmes pour pouvoir les dénoncer », d'affirmer le chef du Parti libéral qui donnait une conférence de presse dans une salle de cours du cegep Édouard-Montpetit.

La controverse a éclaté lundi quand le chef péquiste a brandi une lettre de l'administrateur principal des ressources humaines de la compagnie Bombardier-Canadair, Guy Legault, qui se plaignait du fait que son entreprise doit engager des ouvriers étrangers parce que le Québec refuse de financer la formation dans le domaine de la conception.

Le PQ soutient que le gouvernement a complètement abandonné la formation professionnelle.

Hier, la tournée de Daniel Johnson a donc fait un crochet par Saint-Hubert, où se trouve l'École nationale d'aérotechnique, pour, dit-on, rétablir les faits.

Toute cette opération a revêtu un caractère d'improvisation en cette deuxième journée de campagne électorale : la visite au foyer de personnes âgées de la Résidence Bleu et Or de Richelieu est retardée, on tire de ses vacances le directeur de l'École, Guy Ruelland, et fait venir le vice-président des ressources humaines de Bombardier, Gilles Landry, et fait venir le ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon.

C'est l'été, le collège est presque vide, rien n'a été prévu pour les médias et les journalistes qui ne sont pas sur l'autobus électoral attendent deux heures au foyer l'arrivée du premier ministre alors que personne ne les prévient du changement à l'horaire.



Le premier ministre Johnson aurait sans doute apprécié se mouiller vraiment par un bon plongeon dans la piscine du camping, pour fuir la canicule.

Le directeur, M. Ruelland, avoue candidement qu'on l'a appelé une heure plus tôt pour venir au collège. « Si j'avais su, je me serais mis une cravate », mentionne-t-il.

Des techniciens s'activent pour installer l'équipement technique prévu pour être ailleurs pendant que MM. Johnson et Chagnon rencontrent les autorités du collège.

La députée de Vachon, qui quitte la politique, Christiane Pelchat, interrompt brusquement M. Ruelland qui parle aux journalistes.

Démâser Parizeau

En conférence de presse le chef du PLQ affirme qu'il se réserve le droit de convoquer les journalistes chaque fois que le chef péquiste portera de « fausses accusations ». M. Johnson soutient que M. Parizeau savait pertinemment que ses informations étaient fausses et il les a utilisées quand même pour marquer des points.

« Cet homme doit être démasqué. Il avait toute l'information, son chef de cabinet a appelé au collège et savait tout ça. Il n'a au-

cune base factuelle. C'est de la désinformation », de se scandaliser M. Johnson.

En fait la demande d'un montant de... 45 000 \$ n'a été rédigée en catastrophe que lundi dernier le 25 juillet et elle suivra son cours normal. La vingtaine d'étudiants ont déjà été choisis et débiteront leurs cours dans quelques semaines. Le ministre de l'Éducation et le premier ministre ont dû admettre cependant que cette demande n'est pas autorisée à ce moment-ci.

Quant à M. Gilles Landry de Bombardier, il explique que son directeur des ressources humaines a écrit une lettre aussi alarmiste parce qu'il n'avait pas toutes les informations.

« J'ai été contacté lundi par le bureau de Parizeau. Je leur ai dit que je ne voyais pas de problème et que nous étions sûrs d'avoir l'argent », de mentionner pour sa part M. Ruelland.

Quant au premier ministre Johnson, il s'est défendu de mener une campagne sur la défensive affirmant qu'il devait dénoncer le chef péquiste qui s'est « peinturé dans le coin ».

bert Thibault, savait, lundi, que le dossier avait fait l'objet d'une entente le jour même. Dans un communiqué émis hier, M. Thibault soutient que le directeur de l'École nationale d'aéronautique lui a confirmé, lundi après-midi, « qu'aucune acceptation (du MEQ) n'avait été signifiée et que les fonds nécessaires n'avaient pas été débloqués ».

Dans la cohorte péquiste qui suit la tournée du chef, on faisait hier les gorges chaudes devant le communiqué du vice-président de Bombardier, Gilles Landry, désavouant le geste de son responsable des ressources humaines. Et Jacques Parizeau était visiblement satisfait de voir qu'il impose son tempo à la campagne. « C'est clair que j'ai de l'influence sur lui (M. Johnson) », se félicitait-il même ouvertement, hier.

Devant ses partisans, réunis hier soir dans un hôtel de Saint-Félicien, M. Parizeau s'est attardé à dresser un sombre bilan du « saccage de l'économie » mené par le gouvernement libéral.

Demain, le chef péquiste termine sa tournée dans la région

Le chant du cygne de Colombo Poulin



par
Michel
DAVID

Depuis 1985, le député sortant de Chauveau, Rémy Poulin, est le boute-en-train du caucus libéral de la région de Québec. Avec lui, on ne s'ennuie jamais. Toujours le mot pour rire.

Il arrive que son humour soit d'un goût plus douteux, comme en avril dernier, lors de l'assemblée d'investiture du PLQ dans le comté voisin de La Peltrie. Pour illustrer à quel point il était déterminé à riposter aux attaques de ses adversaires péquistes, il avait fait verbalement étalage de son intimidante artillerie.

« On ne m'appelle pas Colombo pour rien, au Parlement. Si on veut se tirer, j'ai un semi-automatique, un R12S, un R16S, une R22S et une R308S. Malheureusement, je manque mon chevreuil avec la R308S. Si on veut jouer à ce jeu-là, on est capable ». Bien sûr, c'était une image, mais disons qu'elle était un peu forte.

En revanche, j'ai trouvé bien amusant le communiqué qu'il a expédié aux médias en début de semaine. « Jamais deux sans trois! », clamait-il, se faisant fort d'infliger une troisième raclée consécutive à son adversaire péquiste, Raymond Brouillet.

En d'autres circonstances, cette belle pugnacité impressionnerait peut-être, mais elle fait plutôt sourire quand on sait à quel point il a fallu lui tordre le bras pour qu'il accepte de se représenter. S'il avait réussi à se trouver un autre emploi, il se serait même fait un plaisir d'envoyer paître l'organisation libérale. Mais que voulez-vous, tout le monde n'a pas une biscuiterie où se réfugier, après s'être amusé à jouer au ministre pendant quelques mois!

« Je défendrai les intérêts de mes électeurs avec tous les moyens que me procurent le programme du Parti libéral du Québec et j'ai pleine confiance en l'appui, la sagesse et l'expérience de notre chef, M. Daniel Johnson, pour y arriver », assure-t-il.

Il ne faudrait quand même pas charrrier. Si vous aviez entendu ce que le député de Chauveau disait de son chef et de son intérêt pour la région de Québec, en janvier dernier, quand il est resté sur le carreau lors de la formation du cabinet!

« L'appui, la sagesse et l'expérience de notre chef? » Mon oeil! Pendant des semaines, Colombo a arpenté les couloirs du Parlement, en mâchonnant rageusement son cigare. Il répétait à qui voulait l'entendre que M. Johnson se foutait royalement de la capitale et que le PLQ était cuit dans la région.

J'ai moi-même eu à subir les foudres de mon ami Rémy pour avoir suggéré dans cette chronique, que si le nouveau premier ministre n'avait appelé qu'un seul représentant de la région à faire partie de son gouvernement, c'est que les ressources ministérielles n'y étaient pas particulièrement abondantes. Il a bien dû me demander dix fois si j'avais lu son CV.

Sincèrement, je ne la souhaite pas, mais je fais quand même de sa défaite personnelle dans Chauveau ma prédiction numéro deux pour le 12 septembre.

On a longuement épilogué sur le spectacle de désolation que présentent les libéraux à Québec : départ massif des poids lourds de l'ère Bourassa au cours de l'hiver, sous-représentation chronique au cabinet, interminable bouderie de Réjean « Bolivar » Doyon, bisbille dans Taschereau après le départ de Jean Leclerc... Pénible.

Bien sûr, on va s'arranger pour sauver les apparences, ce soir, au Concorde, où les libéraux tiennent un premier grand rassemblement à Québec. Les partisans libéraux qui vont ovationner M. Johnson vont peut-être même se laisser bercer par l'illusion qu'en dépit des sondages qui, depuis des mois, annoncent un véritable désastre, tout n'est peut-être pas perdu.

La dure réalité est cependant, qu'à l'exception de Jean-Talon, les chances des libéraux sont pratiquement nulles. Si elle réussit à résister à la vague qui va balayer la région, Margaret Delisle risque fort de se retrouver aussi seule le soir du scrutin que l'était Jean Gagnon au lendemain de l'élection de 1985.

Remarque, ce qui se passe ici n'est que l'amplification d'une situation qui prévaut dans l'ensemble du Québec francophone. À un degré moindre, le PLQ a connu les mêmes difficultés un peu partout, notamment au niveau du recrutement de candidats dits de prestige.

Mais s'il y a une région où un revirement doit être exclu, c'est bien à Québec. La conception de l'État qui est celle de M. Johnson est tout à fait légitime. Malheureusement, elle entre en contradiction avec une agglomération aussi administrative. En 1985, les coupures salariales dans le secteur public avaient été fatales au PQ. Cette fois-ci, ce sont les emplois eux-mêmes qui sont menacés.

Colombo aurait beau s'acheter un bazooka, j'ai bien peur qu'il n'y ait rien à faire. Bonne chance quand même, Rémy. J'espère seulement que le parti se sera reconnaissant de ces beaux efforts.

Le sbn de cloche de Salomon Brothers

MONTRÉAL (PC) — Contrairement à d'autres courtiers, la maison de courtage new-yorkaise Salomon Brothers estime que ses clients pourront profiter financièrement des élections québécoises s'ils achètent des obligations québécoises et canadiennes. La firme prédit que toutes les obligations provinciales, et particulièrement celles du Québec, de Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve, devront verser un taux de rendement additionnel, une prime de risque, à cause du scrutin et du possible référendum au Québec. « À la différence de plusieurs économistes qui prédisent le pire, la fin du monde, nous disons que ce pourrait être une occasion d'acheter », a déclaré M. Peter Plaut en entrevue. Car dit-il, il n'y a que peu de risque, les sondages indiquent que les Québécois rejetteraient l'indépendance, les provinces s'attaquent à leur déficit et tout changement prendra du temps.

La perspective de perdre le pouvoir fait paniquer Johnson, raille Parizeau

SAINT-GEDEON — Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, accuse le gouvernement Johnson de paniquer devant la perspective de perdre le pouvoir.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

« C'est un gouvernement qui, à l'heure actuelle, est comme une queue de veau pour des fins rigoureusement électorales. Il se dit: Mon Dieu, si ça continue comme ça, je risque de perdre le pouvoir. Que puis-je faire à tous les matins, à 8 h 30? » ironisait un Jacques Parizeau qui faisait campagne hier dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Après seulement deux jours, le chef péquiste ne cachait pas sa satisfaction de constater qu'il est parvenu à perturber l'horaire de M. Johnson en rendant publique, lundi soir, une lettre de la multinationale québécoise Bombardier. « J'ai bien l'intention, d'ici la fin de la campagne, de lui en signaler des choses », lance-t-il, sourire en coin.

« Vous êtes en face, ici, d'un cas absolument scandaleux d'incurie d'un gouvernement qui n'y

comprend plus rien », estime le chef péquiste. Selon lui, « à force de paniquer, le gouvernement s'est mis à faire des coupures aveugles, générales... et maintenant, il se rend compte de ce que ces coupures ont voulu dire ».

« C'est une histoire de fou! », conclut un Jacques Parizeau qui juge que le gouvernement a « complètement perdu le contrôle de ses opérations » si une simple subvention de 45 000 \$ du ministère de l'Éducation peut empêcher le lancement d'un programme de formation dans des technologies de pointe. Selon lui, le premier ministre Johnson peut difficilement soutenir qu'il n'était pas au courant de la transaction puisque son nom apparaît en tête de liste des personnes à qui le responsable des ressources humaines de Bombardier a expédié sa lettre, le 12 juillet.

De la même façon, il réfute les accusations de M. Johnson à l'effet que son chef de cabinet, Hu-

avant de rentrer à Montréal où il fera campagne jeudi.

DERNIÈRE SEMAINE

60%

de rabais
sur tous les vêtements de saison.

(Sont exclus de cette vente, les maillots de bain, sous-vêtements, uniformes scolaires et accessoires)

clément

626-0006

Québec Ste-Foy Lévis St-Georges Chicoutimi
Rivière-du-Loup Arthabaska Drummondville
Trois-Rivières Sherbrooke Brossard Montréal
Rosemère Repentigny Rimouski

Les Québécois doivent choisir entre deux thèses opposées

Le statu quo amélioré ou l'amorce de la souveraineté

QUÉBEC — En matière de constitution, les Québécois devront choisir le 12 septembre entre deux thèses situées aux antipodes: le statu quo amélioré avec le Parti libéral ou l'amorce de la souveraineté avec le Parti québécois.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Le programme que le PLQ a voté en mars dernier, « Agir pour le Québec », relègue presque aux oubliettes le dossier constitutionnel où il devrait trouver une place à côté du rapport Allaire. On y écrit que les libéraux prennent acte d'une réalité évidente: « les conditions ne se trouvent pas ac-

tuellement réunies, à l'échelle canadienne, pour réussir une négociation globale visant à réintégrer le Québec dans la constitution à des termes qui lui seraient acceptables. Ces conditions sont encore moins propices à la réussite de négociations de la complexité et de l'ampleur que nécessiterait la sécession du Québec. »

Conséquemment, le Parti libéral de Daniel Johnson propose d'améliorer le fonctionnement de

l'union économique canadienne et de négocier des ententes administratives dans les champs de compétence où la population pourrait être mieux servie par le Québec. Un gouvernement libéral jugerait prioritaires des ententes sur la formation de la main-d'oeuvre, l'environnement et la réglementation en matière de télécommunications.

La négociation constitutionnelle est carrément reportée à un autre mandat. Entre-temps, M. Johnson utilise l'expression « le statu quo qui bouge » pour décrire la situation.



Meech 1997?

Cependant, au cours d'une entrevue qu'il accordait à des journalistes du SOLEIL, début juin, le premier ministre Johnson a sorti un lapin de son chapeau: Meech 1997. M. Johnson a souligné devant les journalistes que la constitution rapatriée de 1982 prévoyait à l'article 49 une conférence des premiers ministres pour la reviser, 15 ans après sa signature.

Le premier ministre parlait lui-même d'un « entonnoir » qui allait obliger les provinces à réactiver ce dossier d'ici trois ans. Interrogé sur les conditions exigées par le Québec pour relancer ces négociations, il devait énumérer les cinq conditions de Meech: limitation du pouvoir de dépenser d'Ottawa, récupération du droit de veto, garantie en matière d'immigration, participation à la nomination des juges de la Cour suprême et reconnaissance de la société distincte.

Au lendemain de la publication de cette entrevue, M. Johnson a

nuancé ses propos accueillis froidement par les autres premiers ministres canadiens.

On enclenche ou non?

Quant au Parti québécois, son programme c'est la souveraineté définie ainsi: le Québec perçoit tous les impôts, administre toutes les lois et négocie tous les traités et accords internationaux.

Le programme « Des idées pour mon pays » stipule que dès qu'il sera élu, un gouvernement issu du Parti québécois va:

-faire adopter par l'Assemblée nationale une déclaration solennelle affirmant la volonté du Québec d'accéder à sa pleine souveraineté;

-établir, à la suite de discussions avec le gouvernement fédéral, l'échéancier et les modalités de transfert des pouvoirs et des compétences ainsi que les règles de partage de l'actif et de la dette;

-adopter une loi créant une commission constitutionnelle pour rédiger la constitution d'un Québec souverain.

Après ces trois mesures, le programme du PQ précise que le référendum constituera l'acte de naissance d'un Québec souverain.

C'est ce que les libéraux déconcent comme « l'enclenchisme » de la souveraineté.

Au PQ, on atténue la portée de ces trois engagements en soulignant qu'il faudra d'abord remporter un référendum pour faire la souveraineté. « Les Québécois doivent faire leur choix de façon la plus éclairée », de dire Jean Royer, adjoint de Jacques Parizeau. « Il ne s'agit pas de réaliser la souveraineté mais de la préparer. Ça nous prend un Oui au référendum pour faire la souveraineté. Entre-temps, on peut examiner la fusion des ministères par exemple. »

Si le chef a souvent répété que le référendum pour faire la souveraineté aura lieu huit à dix mois après les élections, son adjoint est conscient que les travaux de la commission constitutionnelle pourraient durer « des années », car il faudra rédiger une constitution incluant une charte des droits fondamentaux et la structure d'un système parlementaire et juridique exclusivement québécois.

« Il nous faut des mesures transitoires pour éviter le vide juridique comme par exemple pour préciser que le Code criminel, de juridiction fédérale, continue de s'appliquer », explique-t-il.

Cette interprétation est partagée par Henri Brun, professeur de droit constitutionnel à l'université Laval, qui considère la déclaration solennelle comme « un engagement politique, pas juridique ».

« Le droit constitutionnel ne sera pas changé avant le référendum. Sur le plan juridique, il n'y a pas de crainte à avoir. Le Québec, tant qu'il n'y aura pas de référendum va rester une province dans la fédération. Ça ne peut pas être changé par un coup de force », soutient-il, ajoutant que tout au plus certains travaux peuvent être « faits inutilement » si le PQ perd son référendum.

Selon M. Brun, les Québécois ont bien intégré ces notions et ils se rappellent que le PQ avait respecté le verdict du référendum de 1980. « Les gens sont rassurés parce que si Trudeau a fait un coup de force, le Québec n'a pas agi en-dehors du droit ».

TOYOTA

Coupé Camry 1994

TAUX DE SATISFACTION DE 97 %^{††}

97 % des propriétaires de Camry déclarent qu'ils en achèteraient une autre

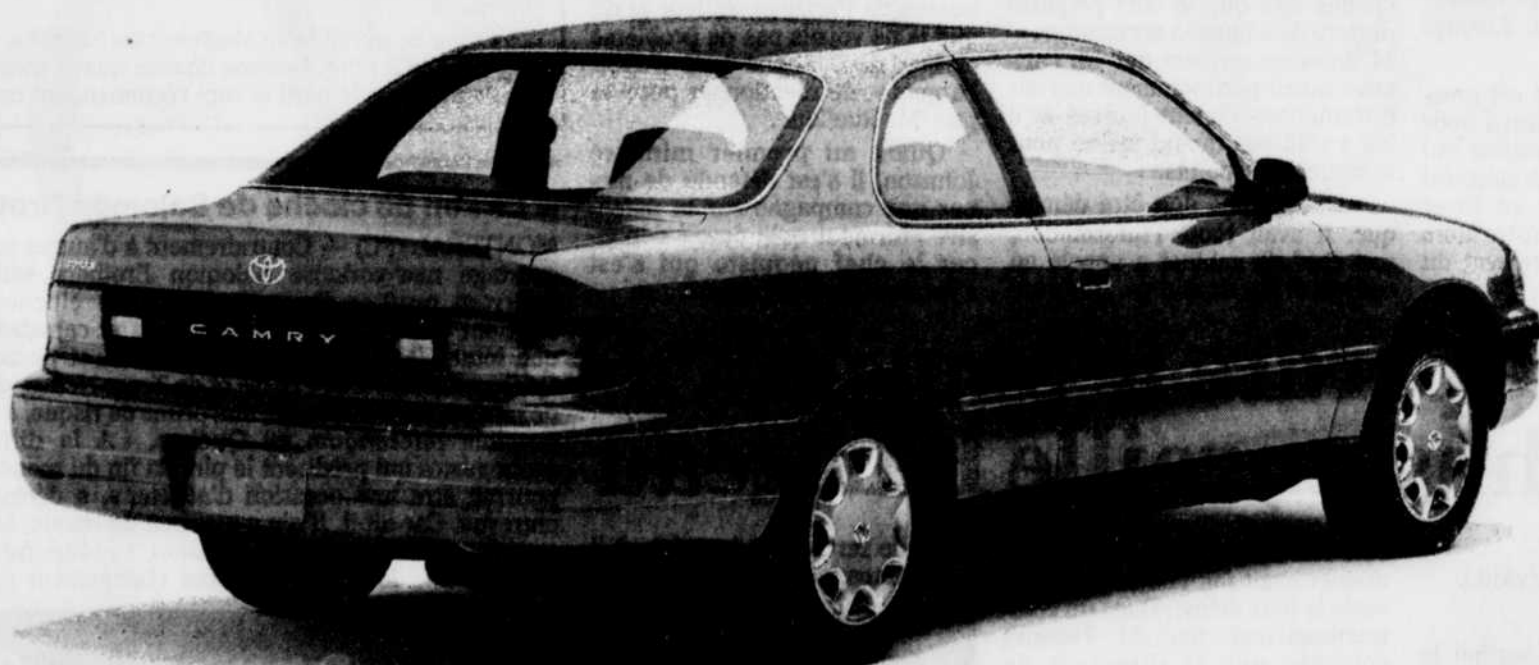
MEILLEURE VALEUR DE REVENTE[†]

La Camry conserve mieux sa valeur initiale que toute autre voiture de sa catégorie

LA PLUS FIABLE DANS SA CATÉGORIE^{††}

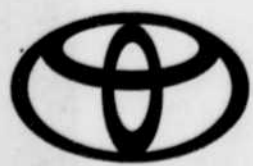
La Camry a remporté 3 prix de la CAA

Louez! 279,00 \$
PAR MOIS*
(BAIL AVEC OPTION D'ACHAT DE 48 MOIS)

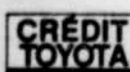


Coupé Camry

- Deux coussins gonflables • Poutrelles de protection latérale
- Rétroviseurs à télécommande assistée • Radiocassette AM-FM stéréo à 4 haut-parleurs
- Banquette arrière à dossiers rabattables 60/40 • et beaucoup plus encore !



TOYOTA



Profitez du programme de location Solution Toyota offert exclusivement par votre concessionnaire Toyota participant. Offre de location-bail sur approbation de crédit de Crédit Toyota valable uniquement pour les modèles 1994 neufs vendus au détail aux clients admissibles. *Pour un bail de 48 mois avec option d'achat de 3 000 \$ de comptant sur un coupé Camry SK11CM-AA avec boîte manuelle 5 vitesses. Premier versement et dépôt de sécurité exigés au moment de la livraison. Baux de 24 et 36 mois également offerts. Le coût total du bail de 16 717 \$ et l'option d'achat de 8 849,48 \$ sont en fonction d'un maximum de 96 000 km. Des frais de 10¢ le kilomètre supplémentaire seront calculés. Frais d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. Un maximum de 600 \$ de frais de transport et de préparation inclus. Le concessionnaire peut offrir un bail à prix moindre. Offre valable sur les voitures livrées d'ici le 2 août 1994. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour tous les détails. †Canadian Black Book, juin 1994. †† Autopinion 1994 de la CAA. Gagnante du Trophée de la meilleure voiture usagée de la CAA, 1988, 1992, 1993.

Votre concessionnaire Toyota est fier de commanditer les Jeux olympiques spéciaux du Canada.



LES SPÉCIAUX DU MOIS SONY

QUANTITÉ	MODÈLE	PRIX LIQUIDATION	COUR.
ÉCRANS GEANTS			
1	Sony KP41EXR96 (41 po)	3299 \$	2549 \$
1	Sony KP48V15 (48 po)	3999 \$	3399 \$
1	Sony KP53XR25 (53 po)	4999 \$	4299 \$
1	Sony KP61V15 (61 po)	5999 \$	4999 \$
TELEVISEURS			
2	Sony KV27TS29 (27 po)	899 \$	799 \$
2	Sony KV27V55 PIP (27 po)	1299 \$	1159 \$
2	Sony KV27TS36 PIP (27 po)	1129 \$	949 \$
2	Sony KV20TS27 (21 po)	649 \$	549 \$
MAGNETOSCOPES			
2	SLV 484 hi-8	529 \$	449 \$
2	SLV 585 hi-8	650 \$	579 \$
4	SLV 700 hi-8	589 \$	469 \$
4	SLV 750 hi-8 VCR+	679 \$	539 \$
2	EV-ASO 8 mm	689 \$	539 \$
BALADEURS			
6	SFR-39	35 \$	25 \$
3	WMFX12 bleu/rouge	79 \$	59 \$
6	WMFX29 noir	109 \$	89 \$
12	WMSX10 jaune	89 \$	69 \$
JEUX VIDÉO			
1	CCDFX410	1129 \$	979 \$
2	TR2	1299 \$	1149 \$
1	CCOTR101	1999 \$	1779 \$
1	CCOTR77	999 \$	899 \$
2	CCDTR77	1199 \$	1049 \$
2	CCDS75	1199 \$	1049 \$

IMMAX
600, Belvédère, Québec 687-4545

Il n'y aura plus de faune exotique au zoo de St-Félicien

QUÉBEC — Le zoo de Saint-Félicien n'aura plus de faune exotique d'ici trois ans; et les balades d'été actuelles qui se font en petit train parmi les animaux indigènes auront également lieu l'hiver, mais cette fois en carriole à chevaux. Trop grande métamorphose, donc, pour se mêler en plus de convoiter le zoo de Charlesbourg, qui est en instance de privatisation.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

« Il n'est aucunement dans nos projets immédiats ou prévisibles de prendre possession du zoo de Québec, déclare le directeur général du zoo félicienois, M. Martin Laforge. Nous sommes persuadés que des gens de Québec sauront très bien redresser la situation à Charlesbourg. Sans compter que nous avons besoin de tout notre p'tit change pour nous occuper de notre avenir à nous. »

Le zoo du Lac-Saint-Jean vient de faire le choix radical de tout mettre ses oeufs dans le même panier de la faune indigène en liberté et des visiteurs « encagés », qui ont toujours été sa grande marque de commerce.

Adieu donc lions, tigres, gazelles. Ses trois éléphants ont déjà été vendus au parc safari d'Hemmingford. Les girafes pourraient trouver preneurs très bientôt. Et ainsi de suite jusqu'à l'élimination complète des animaux étrangers, planifiée pour 1997.

« Nous avons décidé d'accroître notre créneau nordique, a indiqué M. Laforge, hier, au SOLEIL. Et d'ouvrir désormais nos sentiers de la nature 12 mois par année. Nous promènerons le monde en carriole dans la neige; puisque l'ours noir est alors en hibernation, ne l'oubliez pas. Nous leur montrerons des ravages d'originaux, et plein d'autres trucs du genre qui sont propres à la saison. »

Exotisme d'ici

C'est cette autre sorte d'exotisme que réclame le gros de la clientèle de Saint-Félicien, plutôt que l'exotisme tropical, fait valoir M. Laforge. Particulièrement les touristes européens. « D'autant plus que des bêtes sauvages, dit-il, les autres zoos en proposent à satiété. »

La faune indigène, c'est l'original, le cerf, le castor, le coyote et la loutre, mais c'est aussi l'ours polaire, le phoque, le rat musqué, le cougar et le carcajou. Le zoo félicienois veut leur faire plus d'espace, les mettre davantage en valeur.

La première phase financière du projet prendra pied dans une semaine exactement, alors que seront versés les 6 millions \$ de contribution annoncés par le gouvernement Johnson. Des premières modifications physiques seront immédiatement entreprises. Le coût total n'est pas encore déterminé, ni le reste du financement. Saint-Félicien procède étape par étape, en se disant qu'il trouvera bien les moyens d'aller jusqu'au bout.

Quant à la situation du zoo de Charlesbourg, que le gouvernement provincial veut résolument et rapidement privatiser, M. Laforge s'en dit grandement préoccupé. « Parce que nous faisons partie du même réseau et que nous avons des ententes de collaboration non écrites », dit-il. Mais pas au point de vouloir voler à son secours en lieu et place des responsables locaux. « Cette fois-ci du moins ».

Une neuvaine annuelle réussie

Fin du « festival d'été » de Ste-Anne

SAINTE-ANNE-DE-BEAUPRÉ — Le grand « festival de la famille de Dieu » s'est achevé hier à la basilique de Sainte-Anne de Beaubré où a pris fin la neuvaine annuelle, dédiée à la grand-mère du Christ, par une messe solennelle célébrée par Mgr Maurice Couture et par l'émouvante cérémonie de l'onction des malades.

par GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

Mgr Jean-Louis Plouffe, évêque du diocèse de Sault-Sainte-Marie, et prédicateur de cette neuvaine, disait qu'il venait de vivre « le meilleur des festivals d'été » alors qu'il dressait en quelque sorte un bilan des dix derniers jours d'activités fébriles dans et autour de la basilique.

Après avoir rencontré des dizaines de milliers de croyants, Mgr Plouffe s'est dit très heureux de voir autant de foi chez des gens de tous les âges. « Même si les églises ne sont pas pleines tous les dimanches, la foi est toujours aussi vivante. » Selon le prélat, les « gens ne peuvent pas partir d'ici sans être transformés intérieurement. Et le pèlerinage ne dure pas seulement neuf jours, il se poursuit toute l'année. »

Les temps changent, mais la bonne sainte Anne reçoit toujours sensiblement les mêmes demandes, si on se fie aux suppliques que les visiteurs laissent aux pieds de sa statue, explique le père Victor Simard, responsable des relations publiques de la basilique. Il y a cent ans, les femmes demandaient que leur mari ait du travail, que les enfants soient bien élevés et que toute la famille soit bien heureuse. Les demandes pour le travail, le bonheur et une famille unie sont encore là. Seule la formulation a changé.

Les centaines de malades et d'handicapés qui se massent tous les ans sur le parvis de la basilique à l'occasion de la cérémonie de l'onction des malades ne viennent pas demander des miracles. Ils ont surtout le mot

pas le cas. « Pour plusieurs, le pèlerinage annuel à Sainte-Anne est une façon de refaire le plein de courage. Mais avant tout, on assiste à la fête de sainte Anne pour remercier celle que l'on a priée toute l'année. »

La foi n'a pas de frontière de sorte que la bonne sainte Anne est priée à l'occasion de sa fête par de plus en plus d'éthnies. La clientèle est composée majoritairement, à 80 %, de francophones du Québec et de 15 % d'anglophones provenant des autres provinces canadiennes et des

États-Unis. L'autre 5 % provient d'Europe, d'Asie : Japonais, Chinois, Vietnamiens, Indiens, et, pour la première fois cette année, des Sri Lankais.

La basilique de Sainte-Anne-Beaubré est de plus en plus reconnue à travers le monde comme lieu de dévotion à sainte Anne. Une équipe de télévision de l'Australie a réalisé cette année des reportages sur la tradition de la neuvaine à Sainte-Anne qui se perpétue depuis 336 ans.



La messe solennelle célébrée par Mgr Maurice Couture et l'onction des malades ont clôturé hier la neuvaine dédiée à la grand-mère du Christ.

De tout pour placoter

La liberté d'un sans fil

rabais \$30 **9995**
~~129.95~~



Élegants téléphones d'allure moderne

rabais \$5 **2995**
~~34.95~~

C) Téléphone avec recomposition automatique et attente. 43-8820
D) Attrayant téléphone avec attente et recomposition. 43-8818

Interphone à 4 postes pour votre commerce

rabais \$10 **2495**
~~34.95~~

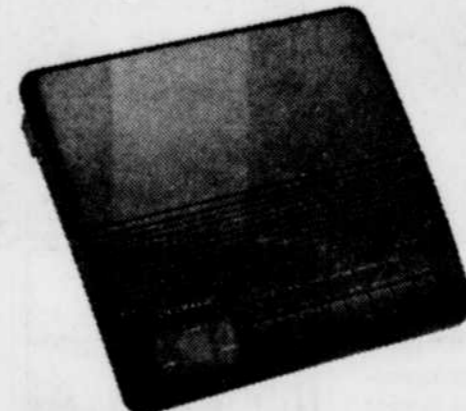
Poste principal avec réglage de volume et sélecteur pour choisir à quel poste parler. 3 câbles de 20 m compris. 43-223



Interphone à 2 postes

rabais \$10 **1495**
~~24.95~~

Parfait entre la cuisine et le garage ou le sous-sol. 43-222



Partez sans manquer d'appels

rabais \$40 **9995**
~~139.95~~

Vous pourrez prendre vos messages à distance par la télécommande. 43-711



Interphone sans fil

rabais \$20 **4995**
~~89.95~~

Ajoutez autant de postes que nécessaire. Installation ultra facile. 4318156

rabais \$40 **13995**
~~179.95~~

A) Sans fil à 10 canaux avec filtre Sound Commander II et mémoire de 10 numéros. 43-8841

B) Sans fil à 10 canaux avec haut-parleur et composition du combiné ou de la base. Mémoire. 43-8843

Si votre sans fil vous fait de la misère, c'est peut-être juste parce que la pile est usée. Passez chez Radio Shack vous en procurer une neuve. Si nous n'avons pas celle qu'il vous faut en stock, nous la commanderons pour vous.

0% D'INTÉRÊT
Aucun acompte
Aucun paiement
Demandez les détails

Radio Shack
L'endroit totalement branché



DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches.

Expire le 14 août 94



Alzheimer et autres troubles neurologiques

Le corps humain cache peut-être le remède

MONTREAL — Les chercheurs qui tentent de percer le mystère de la maladie d'Alzheimer et autres troubles neurologiques se penchent maintenant sur le corps humain lui-même, espérant y trouver, au détour des cellules, le remède tout naturel.

par MAXINE RUVINSKY
de la Presse canadienne

La piste la plus intéressante est une protéine appelée « Facteur de croissance neurologique » (FCN), produite naturellement par l'organisme. La protéine s'est révélée utile pour « sauver » des cellules nerveuses (neurones) atteintes, a expliqué hier dans une entrevue le docteur Claudio Cuello, directeur du département de pharmacologie et de thérapeutique à l'université McGill.

Le facteur de croissance prévient la mort des cellules en favorisant la création de nouveaux liens entre les neurones. On croit donc que cette protéine pourrait stopper la détérioration des cellules du cerveau chez les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

« Voilà toute la beauté de cette approche », a indiqué le Dr Cuello. « Nous avons franchi un pas supplémentaire vers un traitement potentiel » de la maladie d'Alzheimer, toujours incurable.

Le Dr Cuello et plusieurs de ses collègues ont présenté les résultats de leurs recherches sur le FCN lors du 12e Congrès international de pharmacologie, qui se tient à Montréal depuis dimanche.

Effets foudroyants

Même si le FCN est toujours utilisé de façon expérimentale, « ses effets ont été très puissants et foudroyants », a indiqué de son côté le Dr Ted Ebendal, de l'université suédoise d'Uppsala.

Le Dr Ebendal a utilisé le FCN sur six patients - trois souffrant de la maladie de Parkinson, deux de la maladie d'Alzheimer et un de la maladie de Huntingdon -, et tous les six en ont bénéficié, a-t-il dit.

Cette recherche vise d'abord à « tenter de rejoindre les récepteurs de neurones malades » avant qu'ils ne meurent, a expliqué le Dr Ebendal.

Le facteur de croissance augmente aussi le flot sanguin dans le cerveau, « ce qui pourrait aider plusieurs types de patients ».

Le Dr Hans Thoenen, de l'Institut Max Planck de psychiatrie à Martinsried, en Allemagne, a expliqué que les espoirs se tournent maintenant vers les facteurs neurotrophiques - des substances qui nourrissent les cellules cérébrales -, car ils ont la propriété de protéger et même de rétablir les fonctions des neurones atteints.

Mais en dépit des progrès importants enregistrés au cours des dernières années, les mécanismes moléculaires de ces propriétés sont très mal compris, a ajouté le Dr Thoenen.

Même si la protéine FCN a été découverte il y a 30 ans, les recherches sur ses applications aux troubles neurologiques sont relativement récentes.

« Ce qu'il y a de nouveau, c'est que pour la première fois (...) nous nous apercevons que nous pouvons sauver des neurones matures du système nerveux qui autrement seraient mortes ou auraient souffert de dégénérescence », a expliqué le Dr Cuello.

« Nous savons maintenant que nous pouvons sauver ces cellules - de façon expérimentale - avec cette molécule (le FCN). »

Durant le deuxième mandat des libéraux

Les jobs se sont faits plus rares au Québec qu'ailleurs au pays

MONTREAL (PC) — Au cours du dernier mandat du gouvernement libéral, le Québec a fait moins bien que l'ensemble du pays au chapitre de la création d'emplois.

C'est ce qui ressort de données fournies par Statistique Canada à la demande de la Presse canadienne, hier.

En moyenne, le niveau d'emploi s'est accru de 0,7 % au Canada entre septembre 1989 et juin 1994, alors qu'au Québec, l'emploi a décliné de 0,4 % durant cette période.

Parmi les provinces, le Québec se classe cinquième, derrière la Colombie-Britannique (13,1 %), l'Alberta (5,3 %), l'Île-du-Prince-Édouard (1,9 %) et le Nouveau-Brunswick (1,8 %).

De fait, ces quatre provinces sont les seules à avoir augmenté le nombre des emplois sur leur territoire depuis septembre 1989. Aucune des six autres provinces n'a encore récupéré la totalité des emplois perdus durant la dernière récession.

Si on exclut la Colombie-Britannique, dont l'économie est stimulée par des facteurs migratoires étrangers au reste du pays, le Québec fait mieux que la moyenne des autres provinces.

Le niveau d'emplois a diminué en moyenne dans les différentes provinces du pays de 0,7 %, si on retire des statistiques la performance exceptionnelle de la Colombie-Britannique.

Le Québec a aussi fait mieux

VARIATION DE L'EMPLOI PAR PROVINCE				
	Sept. 1989	Jun 1994	Variation en pourcentage	RANG
Canada	12 512	12 597	0.7%	
Terre-Neuve	199	186	-6.5%	10
Île-du-Prince-Édouard	54	55	1.9%	3
Nouvelle-Écosse	374	367	-1.9%	7
Nouveau-Brunswick	285	290	1.8%	4
Québec	3 035	3 022	-0.4%	5
Ontario	4 956	4 831	-2.5%	9
Manitoba	498	490	-1.6%	6
Saskatchewan	449	438	-2.4%	8
Alberta	1 215	1 279	5.3%	2
Colombie-Britannique	1 446	1 636	13.1%	1

(ou moins pire) que l'Ontario depuis septembre 1989. Dans cette dernière province, le nombre des emplois a chuté de 2,5 % depuis septembre 1989, soit la pire performance après Terre-Neuve dont le recul s'est élevé à 6,5 %.

Revenu des ménages

D'autres données fournies par Statistique Canada permettent par ailleurs de constater que l'augmentation des revenus des ménages québécois durant les premières années du second mandat du gouvernement libéral (1989-1992) a été supérieure à celle de l'ensemble du pays. Mais il demeure que les familles québécoises ont un revenu annuel moyen inférieur de 10 % à la moyenne nationale et de 10 000 \$ en deça de celui des ménages ontariens.

L'accroissement des revenus des ménages s'est chiffré à 16,3 % au Québec durant cette période, comparativement à 13,3 % pour le Canada. Ces données, les plus récentes disponibles, sont en dollars

courants et incluent donc l'inflation.

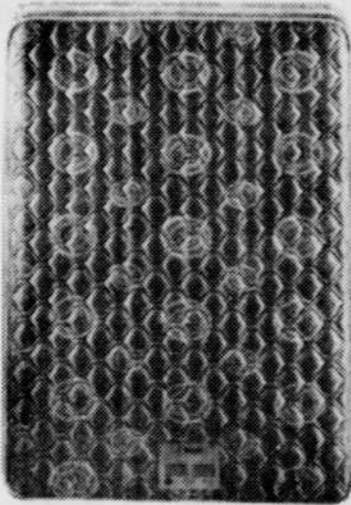
Par rapport aux autres provinces, le Québec se classe cinquième, derrière l'Île-du-Prince-Édouard (21 %), l'Alberta (18,3 %), la Colombie-Britannique (17,6 %) et le Nouveau-Brunswick (17,1 %).

L'Ontario fait de nouveau piètre figure, se classant neuvième avec un taux de croissance des revenus des ménages de 10,4 %.

Les ménages ontariens se classent par contre premiers en ce qui regarde le montant de leurs revenus. Ils gagnent en moyenne 51 810 \$, comparativement à 41 877 \$ au Québec. À ce chapitre, le Québec se positionne quatrième par rapport aux autres provinces, devancé, en plus de l'Ontario, par l'Alberta (48 730 \$) et la Colombie-Britannique (46 020 \$).

Difficile de trouver le matelas qui convient ?

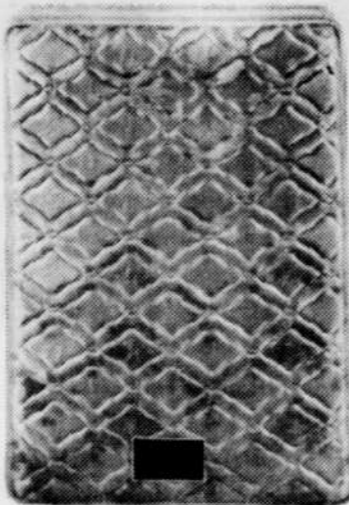
Eaton offre *toujours* une vaste sélection à très bons prix.



249⁰⁰ une place

1. «Spinal Guard» King Koil (standard) *
 - Construction à 312 ressorts
 - Ensemble 2 pièces

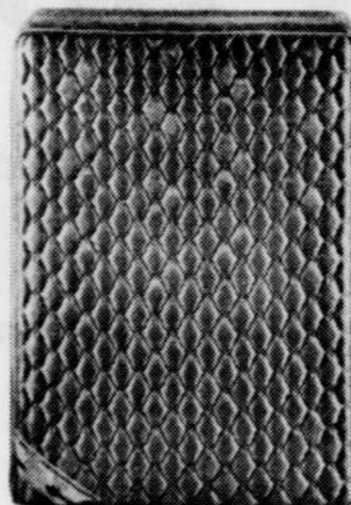
Deux places 329.00 Grand 379.00



399⁰⁰ une place

2. «Ambassador» Eaton fait par Simmons (ultra ferme ou luxueux) *
 - Construction à 510 ressorts
 - «Dura-Flex» de grande qualité

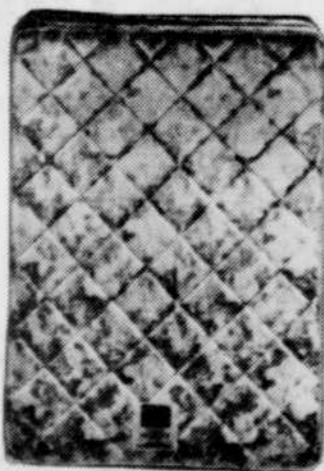
Deux places 499.00 Grand 599.00



499⁰⁰ une place

3. «Century» Perfect Sleeper Serta *
 - Système à ressorts internes à spirale continue haute performance

Deux places 569.00 Grand 669.00



499⁰⁰ une place

4. «Grandeur Medalist Plush» Posturepedic Sealy *
 - Construction à 640 ressorts
 - «Posture Tech» à triple compensation

Deux places 599.00 Grand 699.00



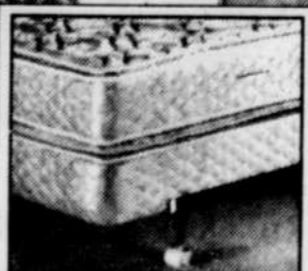
599⁰⁰ une place

5. «Grandeur Marquise» Posturepedic Sealy (ultra ferme) *
 - Construction à 640 ressorts
 - «Posture Tech» à triple compensation

Deux places 729.00 Grand 799.00

* Très grand format également offert.

Matelas seuls et très longs formats offerts à prix avantageux. Service optionnel de cueillette de vieux matelas.

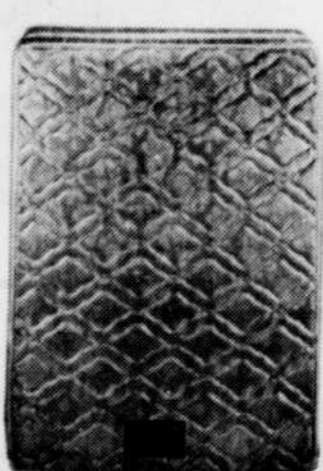


599⁰⁰ une place

6. «Célébration 125 Eaton» Beautyrest Simmons (ultra ferme ou luxueux) *
 - Chaque ensemble est traité avec le protecteur de tissus «Scotchgard»
 - Construction à 510 ressorts ensachés de grande qualité

Deux places 749.00 Grand 849.00

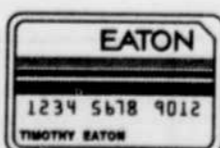
Oui, ne payez pas avant 1995. Détails en magasin. Rayon des matelas, 271, Place Ste-Foy, 650-4311 Galeries de la Capitale, 624-7311



799⁰⁰ une place

7. «Exquisite Plus» Beautyrest Simmons à surface moelleuse (ultra ferme ou luxueux) *
 - Construction à 580 ressorts ensachés de grande qualité

Deux places 949.00 Grand 1049.00



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

RÉSULTATS
Tirage du 94-07-26

2	5	7	12	15
22	27	33	36	37
43	44	46	52	54
55	57	59	65	68

Prochain tirage: 94-07-27
T.V.A. le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

687-2525
2000, boul Charest Ouest
Sainte-Foy
Qué, G1N2E8

ALAIN LESSARD
Spécial de la semaine
EX 1994 **7.9%** **48 MOIS**

Services Financiers Avco Canada Limitée

André Chouinard

C'est avec grand plaisir que Services Financiers Avco Canada Limitée félicite Monsieur André Chouinard à l'occasion de son 30e anniversaire de service.

Monsieur Chouinard s'est joint à la compagnie le 19 mai 1964 en tant que directeur adjoint stagiaire à Québec. En 1965, il fut promu directeur, puis muté à Alma. Après avoir occupé plusieurs postes de direction au Québec, Monsieur Chouinard fut promu directeur de la division. Il travaille au bureau de district de Charlesbourg, situé au 8500, boul. Henri-Bourassa, bureau 270.

Avco, compagnie à l'échelle nationale se spécialisant dans les services financiers et ayant plus de 220 succursales, est fière de souligner la contribution et la réussite de Monsieur Chouinard au cours des 30 dernières années.

Pour avoir protesté contre la coupe de bois à Clayoquot Le député Svend Robinson purgera 14 jours de prison

VANCOUVER (PC) — Le député néo-démocrate Svend Robinson a été condamné mardi à 14 jours de prison pour outrage au tribunal, après avoir participé à un barrage routier de protestation contre la coupe de bois à Clayoquot Sound, dans l'île de Vancouver, il y a un an.



Le député néo-démocrate Svend Robinson, accompagné par son avocat Me Michael Bolton, a été condamné à une peine d'emprisonnement de 14 jours hier par la cour suprême de Colombie-Britannique.

En prononçant la sentence, le juge Wallace Oppal a déclaré qu'une peine de prison lui paraissait appropriée dans ce cas, bien que la durée de la sentence ne soit pas aussi significative que la détention elle-même.

M. Robinson a été escorté hors du tribunal pour commencer immédiatement à purger sa peine. Aussitôt, un groupe d'une cinquantaine de partisans lui adressaient une salve d'applaudissements.

Un militant de Greenpeace a estimé que le fait que des législateurs et des personnalités publiques comme Svend Robinson soient prêts à lutter pour Clayoquot Sound, et à en assumer les conséquences, sera utile et sensibilisera la population à cette cause.

Jusqu'à 800 personnes, militant pour la défense de l'environnement, ont été arrêtées au cours de la campagne de protestation, qui a fait énormément parler d'elle, l'été dernier. Certaines ont écopé

de peines atteignant 45 jours d'emprisonnement. D'autres ont été confinées à leur domicile, soumises à un contrôle électronique, et d'autres ont reçu une amende.

Le juge Oppal a indiqué qu'il avait tenu compte du plaidoyer de culpabilité de M. Robinson, ainsi que de sa contribution exemplaire à la vie publique.

C'est la deuxième fois que M. Robinson est accusé de participa-

tion à un barrage contre la coupe du bois. Il avait été condamné à payer 750 \$ d'amende, en 1985, à la suite d'une manifestation dans les Îles de la Reine Charlotte, près de la côte nord de Colombie-Britannique.

Mais ce n'est pas la première fois que le député fait parler de lui. Plus tôt cette année, il a admis avoir été présent quand un médecin a aidé Sue Rodriguez à se suicider. Il a été le premier député fédéral à révéler son homosexualité, il a été expulsé des Communes à maintes reprises, chassé de Chine et éjecté de la conférence de presse pour l'annonce de la démission de Brian Mulroney.

Le SCFP dénonce les coupures à l'Université de Montréal

MONTRÉAL (PC) — Le Syndicat canadien de la fonction publique conteste la récente décision de l'Université de Montréal de couper dans les effectifs de sécurité sur le campus. Cette réduction impliquerait l'abolition des quatre postes non permanents et l'abolition des postes de nuit et de fin de semaine, postes qui seraient dorénavant assurés par un service de garde privé. Le syndicat dénonce cette situation de sous-traitance qui, selon lui, affectera la sécurité des lieux. Le salaire actuel d'un gardien de l'université est de 15 \$ l'heure comparativement à 10 \$ pour un gardien de l'entreprise privée.

HISTOIRE D'UN ROYAUME
Tour du monde Jos Maquillon
Spectacle, croisière
Tour de ville La Baie, guide et taxes
30 juil. 6, 11, 13, 18,
19, 20, 27 août (1 jour)
11, 18, 19 août (2 jours)
99\$ 239\$
VOYAGES SOLANGE GOULET
626-8966, 681-1456, 657-2004

RWANDA... À L'AIDE!

La pire tragédie de notre histoire se déroule en ce moment même. Plus d'un million d'êtres humains ont fui la guerre civile au Rwanda et sont allés chercher refuge à Goma au Zaïre. Le choléra et la malnutrition ont transformé les camps de réfugiés en véritables abattoirs. Des milliers d'enfants errent, abandonnés. Leurs parents sont morts sous leurs yeux.

VISION MONDIALE EST SUR PLACE. NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE MAINTENANT!

Nous nous sommes engagés à venir en aide à 200 000 réfugiés rwandais. Pour que nous y parvenions votre soutien est indispensable. Avec un don de 24 \$, vous nous donnez les moyens de nourrir une personne pendant 3 mois.

VISION MONDIALE RECRUTE DES QUÉBÉCOIS POUR AIDER LES RÉFUGIÉS RWANDAIS

Si vous avez de l'expérience en secours d'urgence dans les pays en voie de développement et plus particulièrement dans les domaines des soins de santé et de la logistique, appelez au (514) 694-4221 pendant les heures ouvrables.

APPELEZ DÈS AUJOURD'HUI AU

1-800-387-6282

Il n'y a pas une minute à perdre. Ayez votre carte VISA ou MasterCard à portée de la main quand vous appellerez.

OUI, JE VEUX AIDER LES RÉFUGIÉS RWANDAIS!

Il suffit de 24 \$ pour nourrir une personne pendant 3 mois. Voici mon don de:

24\$ 48\$ 96\$ autre: _____ \$

MERCI POUR VOTRE AIDE!
Vous recevrez un reçu pour votre don.

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____ (Québec)
Code postal: _____ Tél.: _____

* Don par VISA MasterCard

Numéro de carte: _____

Date d'expiration: _____

Signature: _____

* Don par chèque à l'ordre de Vision mondiale

* Don par téléphone au 1-800-387-6282

Si les dons excèdent les besoins ou si les conditions sur place nous empêchent de mener à bien notre programme, nous les affecterons à d'autres situations d'urgence.

VISION MONDIALE

3608, boul. St-Charles, porte 22, Kirkland (Québec) H9H 3C3

EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 JUILLET 1994



BLEUETS
Produit des États-Unis
 97¢
la chopine

BROCOLI
Produit du Québec, gr. 14
 77¢
chacun

LAITUE POMMÉE
Produit du Québec, gr. 18
 57¢
chacune

CANTALOUPE
Produit des États-Unis
 77¢
chacun

CHAMPIGNONS
Blancs, frais, de l'Ontario
 97¢
la chopine

CONCOMBRE RÉGULIER
Produit du Québec, sélectionné
 57¢
3 pour

PÊCHES
Nouvelle récolte de la Caroline
 97¢
la livre

ZUCCHINI
Produit du Québec, préemballés
 77¢
la livre

LAITUE ROMAINE
Produit du Québec, gr. 16
 47¢
chacune

PRUNEAUX
Variété "BLACK AMBERS", préemballés
 77¢
la livre

EPINARD
Produit du Québec, sac 10 onces (284 g)
 87¢
le cello

RADIS 1 livre
Produit du Québec
 77¢
sac 454 g

BANANES CHIQUITA
Produit importé
 47¢
la livre

MANGUE
Produit du Mexique, gr. 12
 77¢
chacune

CONCOMBRE ANGLAIS
Produit du Québec, moyen
 97¢
chacun

JAMBON CUIT
Extra maigre
 247\$
5,45\$ le kilo

JUS D'ORANGE TROPICANA
 277\$
1,89 litre du 1,89 litre

PAINS À HOT-DOG ou à HAMBURGER
Emballage de 12
 97¢
l'emballage de 12

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	STE-FOY 3440, de la Pêrade 657-7717	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	CHARLESBOURG 4145, 1ère Avenue 622-2291	STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717
CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611

LE JARDIN MOBILE

ÉDITORIAL

Du fric et des fonctionnaires en régions

L'attention qu'un gouvernement péquiste promet de porter aux régions québécoises, — Jacques Parizeau s'engageant, en campagne électorale, à transférer plus de pouvoirs et, surtout, plus d'argent aux élus municipaux —, touche une corde sensible.

Le Québec profond a été touché depuis quelques années par la disparition d'entreprises spécialisées dans l'exploitation des ressources et par la perte de divers bureaux administratifs. Alors que certaines régions connaissent une croissance industrielle enviable, d'autres vivent un déclin qui devient intolérable.

Les pouvoirs des autorités locales sont fort limités pour intervenir à ce niveau; il faut l'audace et la détermination du maire de Port-Cartier et candidat libéral dans Duplessis, M. Anthony Detroio, pour convaincre le gouvernement d'assouplir ses règles afin de permettre à sa municipalité de s'associer à la relance économique d'une entreprise.

S'il y avait plus de maires de cette trempe, on pourrait sabrer dans les coûteux organismes de promotion et de concertation qui parlent plus qu'ils n'agissent... et on dégraisserait des ministères!

Au risque de consacrer l'impérialisme des Américains sur notre économie, on adopterait leur formule où les gouvernements municipaux régionaux, en accord avec les règles du commerce international, financent leur développement économique au moyen de fonds, recueillis par l'émission d'obligations libres d'impôts.

Mais nos maires ne réclament rien du genre pour l'instant; ils veulent simplement être dédommagés pour la prise en charge des services de police et d'entretien des routes... Seule l'Union des municipalités régionales de comté, sous influence péquiste, a souhaité un élargissement notable des pouvoirs des régions.

Le PQ veut leur donner un pouvoir de taxation accru (une partie de la TVQ, une nouvelle taxe de vente municipale ou un nouvel impôt sur le revenu), afin qu'après l'accession à la souveraineté, les régions puissent assumer de nouvelles responsabilités, encore indéfinies, qui pourraient aller jusqu'à la gestion des CLSC.

Une formule que le PQ ne prétend pas imposer de façon uniforme, parce qu'elle est inapplicable dans les grandes villes, mais qui pourrait mener à un beau feuillet administratif. Il pourrait en résulter une croissance fulgurante de la taille de certaines administrations régionales sans qu'il y ait une décroissance correspondante du gouvernement central.

On imagine déjà des gouvernements locaux, riches de nouveaux impôts, développer leur fonction publique afin de gérer plus de services... Réapparaîtraient alors les dédoublements de services (dans la santé, l'éducation, le développement économique, etc.) et les coûteux chevauchements de juridiction, ces irritants du système fédéral tant dénoncés par le PQ.

La réflexion sur les formules capables de répondre aux besoins de développement des régions est encore bien jeune. Malgré la nécessité de contrepoids à un gouvernement central puissant, il ne faudrait pas que la décentralisation débouche sur de nouvelles structures qui maintiendraient un niveau écrasant de taxes.

En somme, s'il y a un gouvernement de moins, les économies réalisées ne devraient pas servir à en financer 30, 50 ou 60 autres...

MARIE CAQUETTE

Bloc-notes

Des scènes cruelles

Un long cortège d'hommes, de femmes et d'enfants s'étire jusqu'à la frontière du Zaïre. Ce sont des Rwandais qui évacuent leur pays. Deux millions de réfugiés seraient maintenant entassés dans les zones frontalières zaïroises.

En demeurant chez eux, ils craignent les représailles et les menaces qui pèsent sur leur vie. Mais en se réfugiant à l'extérieur, ils font face à d'autres dangers. Des périls différents mais redoutables: la maladie, particulièrement le choléra.

Ceux que l'épidémie a frappés ne se comptent plus. Les images qu'on nous présente à la télévision nous font assister au spectacle de cadavres projetés dans des fosses communes.

Des images insoutenables. Ce n'est pas la première fois que les médias nous proposent des visions apocalyptiques de l'Afrique. Les famines et les épidémies font habituellement des ravages. Mais cette fois-ci c'est la folie guerrière qui est la cause première du drame rwandais.

Torturée par de tels conflits, comment l'Afrique sortira-t-elle du sous-développement qui la retient comme dans un étai? À quoi servent les millions que le Canada et d'autres pays viennent d'accorder tout dernièrement au Rwanda, sinon à empêcher la population de mourir? Pourtant, cet argent devrait servir à construire le pays, à favoriser le développement économique et social.

La guerre meurtrière au Rwanda paralysera encore bien longtemps le développement du pays. Les récoltes, dit-on, n'ont pas été faites, faute de mains pour cueillir les fruits de la terre. Les conséquences de la guerre se répercuteront sur toute la vie de la société.

La lutte pour le pouvoir laissera le pays mortellement blessé. Le Front patriotique rwandais, qui se proclame victorieux, régnera sur un pays exsangue.

La communauté internationale apparaît incapable de régler les conflits internes. Haïti est un autre exemple de pays où les luttes fratricides sont d'une telle violence qu'elles neutralisent tout effort de paix des Nations unies.

La capacité que nous avons de réagir devant les actes de brutalité commis au Rwanda a atteint certaines limites. Devant tant de haine, il en est parmi nous qui démissionnent et qui croient que nous devrions nous mêler de nos affaires. D'autres espèrent malgré tout.

JEAN MARTEL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONPrésident et Éditeur:
GILBERT LACASSEDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUES

TRÈS CHER POLICE



Point de vue

Une autre vocation du Collège militaire

par SERGE MONGEAU, JACQUES BOUCHER, MARYSE AZZARIA et PIERRE BISAILLON

Si aucune disposition n'avait été prise pour en atténuer les conséquences, la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean aurait eu un effet désastreux pour le milieu. Heureusement la population s'est prise en main pour forcer l'élaboration de scénarios de rechange. Celui qui vient de nous être présenté par les gouvernements fédéral et provincial semble répondre à certains besoins immédiats de la communauté. C'est du court terme, cependant, car l'engagement du fédéral n'est que pour cinq ans.

D'autres scénarios qui concernent le long terme doivent être envisagés. C'est dans cette perspective que nous nous plaçons pour proposer qu'on attribue au Collège militaire de Saint-Jean une nouvelle vocation qui serait à caractère international. Cette proposition a d'ailleurs fait l'objet d'une lettre qui a été expédiée en avril dernier à tous les députés et ministres québécois fédéraux et provinciaux.

Pour nous, une fois passés les premiers émois, la réorganisation des activités du collège apparaît comme une chance offerte

au Québec. En effet, tout en utilisant les ressources humaines et physiques déjà en place, le collège pourrait se restructurer en vue d'offrir des programmes qui permettraient de se spécialiser en tout ce qui concerne l'intervention non militaire pour répondre aux situations d'urgence à caractère international.

Il s'agit, entre autres, de former des étudiants universitaires de toutes disciplines aux réalités particulières liées aux questions de droit international et au droit d'ingérence de la communauté internationale, à la diplomatie préventive, à la préparation et à la mise en oeuvre des sanctions internationales non violentes, aux processus de résolution des conflits et à l'ensemble des moyens disponibles face à des situations d'urgence comme les désastres naturels, les catastrophes environnementales, les famines, les réfugiés, les génocides, l'établissement ou le rétablissement de la démocratie, les conflits de tous genres, etc.

Le Canada, l'Organisation des Nations unies et les organismes internationaux sont depuis longtemps impliqués dans ce genre de situations. Des Canadiens et des Québécois participent régulièrement à des interventions en situations d'urgence. Mais à notre connaissance, même après avoir consulté la Croix-Rouge,

Médecins sans frontières et l'Université des Nations unies à New York, il n'existe actuellement aucun centre ou programme d'études qui puisse offrir une formation spécialisée sur les différents aspects de l'intervention d'urgence internationale.

Pour mettre en oeuvre un projet plus précis dans le domaine des missions d'urgence, il sera nécessaire de recourir à une équipe multidisciplinaire d'universitaires de haut calibre, qui connaissent les problématiques logistiques des missions d'urgence internationales d'envergure et qui ont des compétences dans le domaine des affaires internationales et des conflits.

Un tel centre d'études établi au Québec serait donc une contribution unique et importante pour la communauté internationale, surtout dans le contexte d'une politique de sécurité commune ou coopérative dont le concept est en développement.

Les Canadiens et les Québécois seront appelés à intervenir de façon croissante dans des situations d'urgence et de conflits sur les cinq continents. Il serait donc primordial de développer, avec la communauté internationale, une « diplomatie préventive » fondée sur la conviction que notre sécurité dépend de la

sécurité des habitants des autres pays.

Le Canada et le Québec doivent également tenir compte de l'opinion de la grande majorité de leurs citoyens pour qui l'usage de la force et le recours aux forces armées sont une entreprise dispendieuse et ne devraient être utilisés qu'en tout dernier lieu pour neutraliser une situation explosive.

En fait, il existe de nombreux autres moyens non violents et non militaires pour désamorcer les situations de conflit. Malheureusement, ces moyens d'action sont profondément méconnus et l'un des principaux rôles du centre d'étude proposé serait justement d'inventorier ces moyens, d'en faire une étude approfondie, de les faire connaître et de former des spécialistes (venant du pays ou de l'étranger) capables de les utiliser de façon efficace.

En tant qu'organisme pour la paix, nous sommes convaincus que la communauté de Saint-Jean-sur-le-Richelieu, le Québec, ainsi que la communauté internationale profiteraient beaucoup d'un tel investissement.

Les auteurs de ce texte sont du mouvement « Nos impôts pour la paix ».

Votre Opinion

Le Festival, oui, mais...

Cette année, par hasard, j'ai pris mes vacances pendant le Festival d'été. C'est agréable de déambuler au milieu de tous ces visiteurs et d'observer les mille et un spectacles ici et là.

Mais on n'est pas constamment à l'extérieur de son logis pendant le Festival et là, une sérieuse réserve s'impose. Cette année, les spectacles « à hauts décibels » ont eu lieu à la place du Parlement (au lieu de place d'Youville). Certains jours, en après-midi, les répétitions étaient carrément assommantes. Pour les travailleurs, les fins de semaines n'étaient pas reposantes.

À l'avenir, il faudrait prévoir un écran antibruit pour atténuer ces inconforts (car la muraille n'est pas assez haute).

Par moments, j'ai eu d'amères réminiscences du spectacle « Son et Lumières » de l'été 1992 au Parlement.

Je suis résident du Vieux-Québec depuis cinq ans, mais je commence à songer sérieusement à quitter ce quartier. Pour aller où? Difficile à dire. Quand on travaille dans le secteur du Palais et qu'on ne veut pas être

esclave de la circulation congestionnée des heures de pointe (avec tout ce que cela implique de coûts, de stress et de perte de temps), le choix est assez restreint.

En effet, le centre-ville « hors les murs » se remet lentement d'un état d'abandon jadis encouragé pour inciter à l'exode vers la banlieue — les « bungalow-villes » — où il faut une automobile juste pour aller chercher un litre de lait au supermarché.

Michel Lapointe
Québec

Respect pour la religion

Je vous écris aujourd'hui pour vous faire part de la déception (pour ne pas employer un terme plus cru) que mon mari et moi éprouvons depuis quelque temps face à l'acharnement que mettent certaines personnes de l'équipe de rédaction à ridiculiser tout ce qui s'appelle religion, plus particulièrement la religion catholique.

Sans espérer que tous acceptent la foi catholique et les enseignements de l'Église, nous osons toutefois espérer que ceux qui ne les acceptent pas et en particulier les personnes responsa-

bles de l'information aient un minimum de respect pour les pasteurs de l'Église de Dieu et les fidèles. Il est vrai que ça fait « in » de nos jours de ridiculiser tout ce qui s'appelle autorité, d'autant plus quand cette autorité s'appelle le pape Jean-Paul II, cet amoureux de Dieu qui a le courage de proclamer bien fort la vérité même quand elle dérange.

C'est toujours librement que les gens sont appelés à donner leur foi aux enseignements du pape et de l'Église. Mais que ceux qui n'adhèrent pas à cette foi aient le respect de ceux qui y adhèrent et de ceux qui ont la charge de la faire connaître au nom de Jésus-Christ, en premier lieu le pape.

Croyez qu'il nous ferait plaisir que vous décidiez de publier cette lettre dans la section de l'opinion des lecteurs, convaincus que nous sommes loin d'être les seuls à penser de cette façon.

Diane Bilodeau
Andy Groskaufmanis
Québec

Droit de s'exprimer

(En réponse à la lettre de M. Ralph A. Gleeton parue le 20

juillet)

Où est la cohérence?

Que pensez-vous de quel- qu'un qui se dit cohérent et qui ne veut pas que l'argent de nos taxes serve à un parti et à un chef de l'Opposition officielle souveraineté à Ottawa?

Selon M. Gleeton, il n'est pas normal que les idées d'un parti et de son chef soient défendues à la Chambre parce que ces idées ne sont pas les siennes. Cette attitude est déplorable et anachronique, car Hitler, Mussolini et Staline pensaient comme lui.

Nos taxes servent au Parti libéral, au Reform party et personne ne conteste leur intégrité en tant que mandats pour défendre ceux qui ont voté pour eux. Je préfère que les taxes servent à Jean Chrétien et à son parti et aux autres qu'à M. Johnson qui prend des décisions, signe des accords, vend des sociétés et qui n'a pas de mandat de l'électorat.

Je suis de tout mon coeur pour le respect du droit des gens d'exprimer leurs idées; c'est ça la démocratie.

Philippe Bélanger, 17 ans
Lac-Saint-Charles

UNE PLACE AU SOLEIL



Faire parvenir vos communiqués à: **PLACE AU SOLEIL**
LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K 7J6.
Té: 647-3394 Fax: 647-3374

Les cuivres en tournée

L'Orchestre symphonique de Québec annonce la tournée du mois d'août de son Ensemble de cuivres dans les différents parcs de la ville de Québec. Composé de 12 musiciens, l'orchestre joue notamment des oeuvres de Bach, Purcell, Grieg, Leclerc, Williams, Joplin et Prokofiev. Le 2 août, il se produira à l'agora de la bibliothèque Gabrielle-Roy (12 h) et au Jardin Saint-Roch (19 h). En cas de pluie, ce dernier concert sera reporté au lendemain, même heure. Le mercredi 3 août, le groupe se rendra à la petite agora du Vieux-Port, à 15 h. En cas de pluie, il y jouera le lendemain, à 19 h. Le samedi 6 août, ce sera au tour du parc Émile-Nelligan des Saules de le recevoir à 20 h et, dimanche, on l'entendra à Place Royale, à 15 h. Encore une fois, s'il pleut, les deux derniers concerts seront reportés au lendemain, à 20 h dans le premier cas et à 15 h dans le second. Entrée libre.

Cuisinons à notre santé

Le comité du diabète de l'hôpital du Christ-Roi invite les diabétiques de la région de Québec à son cours gratuit *Cuisinons à notre santé*, subventionné par l'organisme « Les diabétiques du Québec ». Ces cours constituent un complément à l'enseignement individualisé que le diabétique a dû recevoir déjà. Ils en sont le côté pratique. Il sera question de principes de nutrition, de l'identification des bons produits, de modification de recettes. On proposera également de nouvelles recettes que les participants pourront déguster sur les lieux. Deux sessions de quatre rencontres de deux heures sont offertes les lundis : le soir en septembre et l'après-midi en octobre. Animées par une diététiste, ces rencontres se tiendront à l'hôpital du Christ-Roi. Pour vous inscrire, composez le 682-1744 entre 8 h et 16 h, dès le 1er août.

Préparation à l'emploi

Le Centre de formation de Québec offrira, à compter du 29 août, une nouvelle session de formation

Le collège Saint-Jean s'ajoute au réseau universitaire

TROIS-RIVIERES (PC) — Le Collège militaire de Saint-Jean deviendra un complément de l'échiquier universitaire québécois, affirme le responsable de sa transformation. M. Jacques Parent, ex-recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, s'est vu confier, par le ministre de l'Éducation du Québec, le mandat de préparer les devis pédagogique, organisationnel et budgétaire du nouveau centre universitaire que deviendra le Collège militaire de Saint-Jean. Déjà bien connu dans le milieu universitaire pour son implication dans ce qu'il appelle « des dossiers de développement », dont l'un des plus connus est l'arrivée de l'enseignement de la chiropratique à l'Université du Québec à Trois-Rivières, M. Jacques Parent a accepté le mandat qu'on lui a confié précisément parce qu'il avait une dimension « développement ». C'est dès le mois d'octobre que le comité formé de cinq personnes, dont les noms ne sont pas encore connus, déposera une proposition. Le collège doit en principe rouvrir ses portes pour la rentrée de septembre 95.

préparatoire à l'emploi pour les sans-travail âgés de 16 à 25 ans, qu'ils soient sans revenu, prestataires de la Sécurité du revenu ou de l'Assurance-chômage. Cette session d'une durée de 18 à 22 semaines ou plus, selon le besoin, est offerte à ceux et celles qui répondent aux trois critères suivants : avoir quitté l'école régulière depuis neuf mois et ne pas avoir complété le secondaire ; éprouver des difficultés à trouver et/ou à garder un emploi ; être prêt à changer sa situation et à améliorer son profil d'employabilité. Les candidats jouiront d'une certaine rémunération puisque, outre la formation gratuite, ils recevront une allocation de formation pour 31 heures/semaine, une allocation de transport et les frais de garde. Info : Roxane Grenon, 648-1617.

Prix aux Archives de folklore

Les Archives de folklore de l'université Laval ont reçu le prix de l'Association des archivistes du Québec lors du congrès de l'organisme tenu récemment à Saint-Félicien, au Lac Saint-Jean. Oeuvre de Luc Lacoursière, Félix-Antoine Savard, Marius Barbeau et plusieurs autres, les Archives de l'université Laval ont recueilli depuis 50 ans des milliers de documents textuels, sonores et iconographiques sur les contes, chansons, légendes et témoignages de la culture populaire française en Amérique. D'imposants ouvrages de référence et des technologies de pointe facilitent aujourd'hui la conservation et la consultation de ces documents qui intéressent des chercheurs du monde entier. Par ailleurs, l'archiviste de l'Université Concordia de Montréal, Mme Nancy Marelli, s'est vu remettre le prix Jacques-Ducharme réservé aux personnes qui se sont illustrées dans la communauté archivistique québécoise.



Superbicyclette et handicapés

Les employés de la Banque Royale de la province de Québec ainsi que de nombreux clients ont recueilli plus de 250 000 \$ lors de la randonnée de la Super-bicyclette que l'institution financière a organisée au profit des Timbres de Pâques et des enfants handicapés du Québec. L'argent servira à acheter de l'équipement adapté et à défrayer le séjour de jeunes dans un camp d'été. On aperçoit sur la photo, de gauche à droite, M. Graham Martin, président de la Société des Timbres de Pâques, M. Roland Guay, 1er vice-président Services des Détails, M. John Cleghorn, président et chef de l'exploitation, le jeune Eric Curtis, M. Michael Turcotte, 1er vice-président et M. Robert Bédard, directeur général des Timbres de Pâques.

687-2525
2000, boul Charest Ouest
Sainte-Foy
Qué, G1N2E8

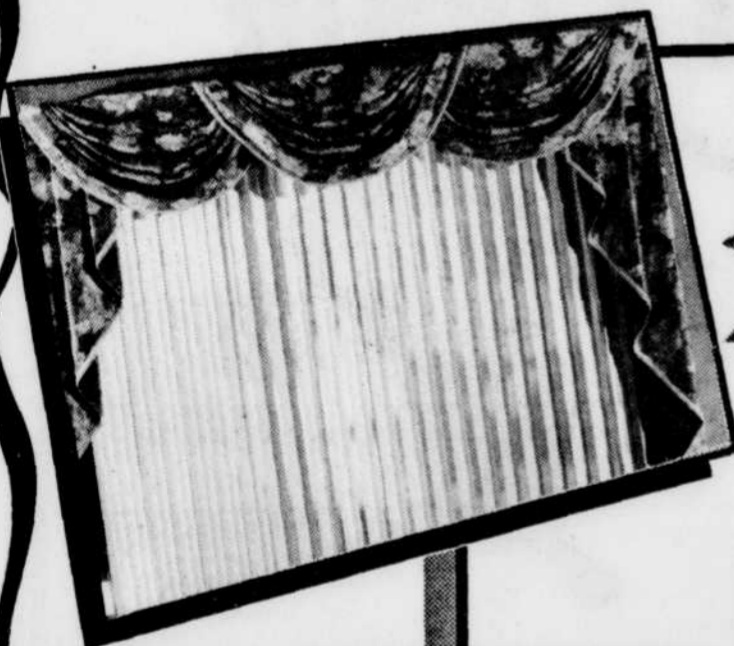
RENÉ BERGERON
Spécial de la semaine
ACCORD EX 7.9%
1994 (CD-563) **48 MOIS**

Kmart

COMMENCEZ VOTRE FIN DE SEMAINE AVEC UN NOUVEAU SOLDE Kmart!
NOUS ANNONÇONS DE NOUVELLES DATES DE SOLDE PRATIQUES, DU SAMEDI AU VENDREDI, À PARTIR DU SAMEDI 6 AOÛT 1994

Nous sommes maintenant ouverts le samedi à 8 h et le dimanche à 9 h*.
* Lorsque la loi le permet.

NOS PRIX N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI BAS!



JUSQU'À **75%**

DANS TOUT LE RAYON DE LA DRAPERIE

VENTE DE BLANC
TOUS LES ACCESSOIRES DE SALLE DE BAINS ET TOUT LE RAYON DE LA LITERIE
DE 20% À 50%

TOUS LES COTONS IMPRIMÉS DÉCORATIFS, TISSUS À RECOUVREMENT, DENTELLES ET VOILAGES.
PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE: 3.99 m

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT!
SANS OBLIGATION DE VOTRE PARTI POUR LE CHOIX DE VOS DRAPERIES, STORES, COUVRE-LITS, PAPIER-PEINT, PEINTURE, COUVRE-PLANCHERS ET RECOUVREMENT DE MEUBLES. COMPOSEZ LE:
661-0909

STORES

JUSQU'À **40%**

VERTICAUX SUR MESURE BOUCLAIR
P.V.C. LAMELLES DE 2" ET 3 1/2"

CHOIX DE STYLES ET DE COLORIS! **DÉLAI RAPIDE**

HORIZONTALS PLISSÉS	29" X 54"	5,99\$
	35" X 54"	8,99\$
	41" X 54"	10,99\$
	47" X 54"	13,99\$
	59" X 54"	17,99\$
	71" X 54"	19,99\$
	29" X 72"	8,99\$
	35" X 72"	11,99\$
	41" X 72"	13,99\$
	47" X 72"	15,99\$
	53" X 72"	20,99\$
	59" X 72"	22,99\$

ACHAT SPÉCIAL 2.99 *23" X 54"

PRÊTS À EMPORTER
CHOIX DE COULEURS ET DE TEXTURES

LES COULEURS ET GRANDEURS PEUVENT VARIER D'UN MAGASIN À L'AUTRE.

la maison **Bouclair**

OUVERT LE DIMANCHE DE 12 H 00 À 17 H 00 ET LE MERCREDI JUSQU'À 21 H 00 (SAUF CAPITALE ET LAURIER)

LÉVIS 833-4210 NEUFCHÂTEL 843-9330
CAPITALE 628-8760 VANIER 681-0644
SAINTÉ-FOY 659-1014 BEAUPORT 661-1345
ST-ROMUALD 839-0806 PLACE LAURIER 657-1321 (SORTIE DU SAULT) (MAIL NORD)

NOUS GARANTISSONS TOUT MÊME VOTRE SATISFACTION!

CES ITEMS ET PLUSIEURS AUTRES SONT EN SOLDE JUSQU'AU 29 JUILLET OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.

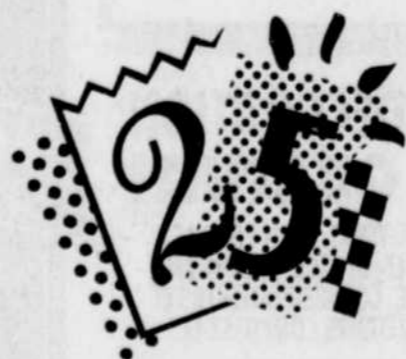
25 ans à bouleverser vos habitudes



Découvrir et savourer de nouveaux produits,
semaine après semaine, ça fait aussi partie
des bonnes choses de la vie.

9 POUR
1\$

KIWIS
DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE
GROSSEUR 42/46



provigo

Vingt-cinq ans de bonnes choses